

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SAMEDI 23
DIMANCHE 24 OCTOBRE
N° 287 1,50 F
Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56 942
..

En page 12
la fin de notre enquête :

PÉROU : LA FIN
D'UN MYTHE ?

Aujourd'hui :
l'enfer des mines

GISCARD AVOUE SON ECHEC

En présentant son nouveau gouvernement, Giscard avait déploré le climat préélectoral qui régnait, à deux ans des élections législatives et insisté pour qu'il cesse. Pour Giscard, et contrairement à ce que pensait Chirac, la préoccupation première devait être la lutte contre l'inflation et non la bataille électorale. Or, hier matin, dans le Concorde qui l'amena à la Réunion à Bahrein, Giscard déclarait aux journalistes qu'il s'engagerait personnellement aux côtés de la coalition présidentielle dans la campagne électorale de 78.

Pourquoi cette déclaration aujourd'hui, à deux ans des législatives ? Il faut en voir les raisons dans l'usure ultra rapide du plan Barre, moins d'un mois après sa présentation. Cela confirme que la

riposte des travailleurs qui s'est affirmée le 7, a bel et bien réduit presque à néant les chances du plan d'austérité. Giscard en revenant sur la ligne de conduite qu'il s'était fixée avalise cet échec. Si les trois quarts des patrons pensent que le plan Barre n'a plus de chance, comme le révélait un sondage, si dans la majorité parlementaire les illusions sont enterrées, il devient dangereux pour Giscard de se cramponner à cette branche pourrie.

Pour ramener la confiance de sa coalition et de la bourgeoisie, il est donc contraint comme Chirac, de se rabattre sur les perspectives électorales. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard s'il a en même temps quasiment approuvé l'opération de Chirac. Certes, en se posant dès maintenant comme chef

de la coalition présidentielle, il tente de devancer Chirac, de récupérer à son profit son action, mais il n'en est plus aux condamnations à peine voilées de son ancien premier ministre.

Cette déclaration vise également à mettre le PS dans l'embarras et à l'obliger à se démarquer de l'Union de la gauche. Giscard annonce en effet qu'il n'y a pas d'alternative possible au plan de lutte contre l'inflation.

CHINE MANIFESTATION DE MASSE A PEKIN

Voir p. 7

Sahara occidental Le Polisario attaque El Aïoun

Voir p. 8

LIBAN

Nombreuses violations
du cessez-le-feu
par les fascistes

Les sionistes
poursuivent
leur
agression
contre le
Sud Liban

Voir p. 8

Merlebach

HIER,
CÉRÉMONIE SUR
LE CARREAU
DU PUIITS 5
EN HOMMAGE
AUX 16 VICTIMES
DU CAPITAL

Voir p. 4

Aujourd'hui LES JEUNES DANS LA RUE CONTRE LE CHOMAGE



Deux semaines après la puissante mobilisation populaire du 7 les jeunes sont appelés aujourd'hui à une journée d'action sur le thème «lutter pour vivre et travailler».

Depuis des semaines cette journée est préparée par les directions confédérales CGT et CFDT. Dès avant la publication du plan Barre, sa date et ses objectifs étaient arrêtés.

La large campagne engagée autour de cette

journée souligne nettement que les directions syndicales entendent donner une grande ampleur à ces rassemblements, au moins du point de vue du nombre.

Les jeunes participeront sans doute nombreux à ces manifestations. L'occasion vaut toujours de se rassembler, de discuter, de passer les forces en revue. Mais la question revient, comme toujours : Et après ? Comment cette

journée pourra-t-elle servir à renforcer le combat d'ensemble des travailleurs contre les projets de la bourgeoisie ? Cette action peut-être un levier, un point de départ pour développer l'action. De toute évidence, ce n'est pas le projet des partis de la «gauche» qui dirigent les organisations syndicales.

Suite p. 4

CE QUE LE 7 OCTOBRE A CHANGE

Voir p. 2

SCPC : un pôle pour les luttes de Clermont-Ferrand

Suite du reportage de Richard Feuillet
Voir p. 5

- - Barre attaque les chômeurs
- Meeting du comité des mathématiciens français p. 3
- - Foyers Sonatra : 21 mois de lutte p. 4
- - Fruits légumes la grève se durcit dans le nord et à Paris
- «Brigades rouges» : Matencio inculpé p. 6
- - Après le voyage de Giscard à la Réunion
- Vietnam : au Sud, la nouvelle société s'organise p. 7
- - Après le 63° Salon de l'auto : l'automobile et l'austérité p. 9

POLITIQUE

CE QUE LE 7 OCTOBRE A CHANGÉ

Quinze jours après les grandes manifestations du 7 octobre, il est important de bien prendre la mesure de tout ce qui a changé avec cette journée. «Le 7, tout est possible», affirmaient les communistes révolutionnaires en ce premier jeudi d'octobre, comme pour souligner le caractère exceptionnel de cette journée d'action et les deux voies qui étaient possibles:

• Ou cette journée, prenant la même tournure que les précédentes journées d'action, restait étroitement contrôlée par les directions confédérales, et ne

constituait qu'une simple journée-souape pour le mécontentement populaire, destinée à faire patienter les travailleurs dans l'attente de 78.

• Ou cette journée, prenant clairement pour cible l'annulation du plan Barre, marquait effectivement un tournant dans la mobilisation populaire, et peut constituer le point de départ du rassemblement des énergies révolutionnaires de tous ceux qui refusent de voir différer la riposte au plan Barre, au nom des

échéances électorales de 78, de la victoire possible de la gauche à ce moment.

La journée du 7, dans un certain nombre de villes, particulièrement à Paris, a confirmé cette analyse, et montré que si deux voies étaient effectivement présentes, la voie de l'offensive ouvrière a pu en de maintes occasions s'affirmer, se compter, prenant rendez-vous pour les semaines à venir. Quinze jours après, que reste-t-il de cela, que peut-on dire de ce que la journée du 7 a transformé ?

Il y a d'abord une chose que de toute évidence le 7 a transformée, c'est la confiance des forces bourgeoises qui soutiennent le gouvernement dans l'efficacité même de ce plan. Reportons-nous 15 jours avant le 7, lorsque le plan Barre est enfin publié. Dans les milieux patronaux, dans les forces

politiques qui soutiennent Giscard, le commentaire avait été unanime: le plan était jugé bon, apte à résoudre les graves difficultés économiques de l'impérialisme industriel, et surtout apte à redresser la situation pour permettre à la coalition giscardienne de gagner les élections en 78.

même plus critiquées dans l'«Humanité», où le sont en sourdine.

Et évidemment, y compris chez les travailleurs influencés par le PCF, le doute, l'interrogation sur la validité du projet politique des révisionnistes se retrouvent ainsi amplifiés au lendemain du 7, où la fragilité de l'union de la gauche apparaît en toute lumière. Cela constitue un point de départ pour saisir la vraie nature du projet du PCF, les caractéristiques du capitalisme d'Etat

qu'il cherche à mettre en place, les raisons de ses appels complaisants en direction des cadres, ingénieurs...

Ainsi, du point de vue des forces au pouvoir, ou de celles qui s'approprient à les y remplacer, le 7 et ses lendemains auront traduit une accélération de leurs contradictions internes, et de leurs contradictions avec les masses. Et du point de vue du camp du peuple qu'est-ce que le 7 a changé ?

LA DIVISION DES FORCES DE DROITE S'EST NETTEMENT ACCÉLÉRÉE

Et pourtant, interrogés moins d'une semaine après le 7, trois patrons sur quatre font savoir lors d'un sondage organisé par «l'Expansion», qu'ils estiment probable la victoire de la gauche. La confiance dans le plan Barre avait ainsi subitement disparu, non pas que les patrons mettent en doute la nécessité d'un plan d'assainissement en profondeur des structures industrielles françaises, mais avant tout, au lendemain du 7, ils doutent publiquement de la capacité de ce gouvernement à faire accepter aux travailleurs un tel plan.

La semaine dernière, confirmait d'ailleurs pleinement ce désarroi des forces regroupées derrière Giscard: en témoigne la nouvelle chute du franc déclenchée par la dispute au sein des forces gouvernementales sur l'impôt sur le capital, impôt pourtant bien inoffensif, en vigueur dans la plupart des pays capitalistes Ouest-Européens; en témoigne encore la parution du manifeste de Giscard sur «la démocratie française», qui étale au grand jour l'absence complète d'un projet politique cohérent susceptible de rassembler les forces de la bourgeoisie et d'instaurer un minimum de consensus social. De Barre à Ceyrac, en passant par l'ancien premier ministre déchu, chacun s'applique aujourd'hui à battre le rappel, et réclame l'unité des forces bourgeoises autour de Giscard. Mais cela ne fait que souligner le caractère désuni, divisé, du rassemblement des forces de droite. En accélérant nettement ces divisions et ce désarroi, les manifestations du 7 indiquent à la classe ouvrière que ses coups ont porté: son adversaire est affaibli!

Mais il n'y a pas que le camp de la droite qui soit affaibli du 7 octobre. L'alternative «gauche», les projets respectifs de Mitterrand et Marchais, ne sortent pas particulièrement renforcés d'une telle confrontation. Certes, en apparence, le déclin de la droite,

ses divisions, profitent au crédit de la «gauche». Mais justement, parce que leur tactique dans les luttes actuelles est clairement guidée par la volonté de les subordonner à leurs objectifs électoraux, les partis de gauche développent particulièrement dans la situation actuelle les contradictions qui les opposent aux travailleurs.

Pour le PS, les choses sont assez nettement établies: soumis aux assiduités incessantes des dirigeants giscardiens, qui ne désespèrent pas de casser l'union de la gauche après les législatives, les responsables du PS ont de grandes difficultés à démarquer leur projet de la «démocratie française» version Giscard-d'Estaing. Et pour cause! Les similitudes du plan Barre avec les propositions de Mitterrand de 74 et 75, sont désormais établies. Nombreux sont les travailleurs qui font le lien entre le «je souhaite que M. Barre réussisse» de Michel Rocard, et l'attitude quasi-systématique des responsables CFDT affiliés au PS qui tentent d'empêcher les luttes de se coordonner, s'opposent aux mobilisations, en un mot font tout pour empêcher l'action d'ensemble contre le plan Barre. Pour ne pas compromettre ses chances de l'emporter en 78, pour bénéficier lors de son arrivée au pouvoir d'une situation économique restaurée, pour conserver la possibilité de rompre l'union de la gauche et de gouverner sans retenue avec Giscard, le PS entend à tout prix empêcher le développement des luttes contre le plan Barre. A l'heure où s'affirme dans tout le pays la volonté d'offensive contre le plan d'austérité, le PS est contraint de rompre avec toute démagogie, de laisser percer ses intentions d'aller nettement à l'encontre de cette volonté ouvrière, éclairant de ce fait les travailleurs qu'il influence.

LA VOLONTÉ DE SE RASSEMBLER ET DE COORDONNER LES LUTTES A MÛRI DANS LE CAMP DU PEUPLE

De ces manifestations les plus puissantes depuis 1968, de cette journée de grève nationale d'une ampleur jamais vue en ces huit années qui se sont écoulées depuis ce fort mouvement de la classe ouvrière.

Quinze jours viennent de passer qui ont vu se concrétiser en certains endroits de notre pays les aspirations à poursuivre la lutte sur la lancée de la journée d'action.

Parmi ces luttes, un certain nombre ont permis de remporter des succès appréciables comme à Manducher (Yonnax) ou sur le grand chantier Ballot à Dampierre en Burly (Loiret)...

Mais le changement opéré à la suite du 7 pour la classe ouvrière ne saurait se limiter au seul nombre de luttes qui se sont déclenchées. Pour apprécier tout ce que le 7 a modifié dans l'état d'esprit et le changement de climat dans le camp des travailleurs, il importe d'abord de noter combien a mûri et progressé la volonté de se rassembler autour des luttes, de les coordonner.

C'est ainsi qu'à Besançon, le 7 et dans les jours qui ont suivi, les chauffeurs de bus, les ouvriers de la Sopreba, les mécanos des garages Renault et Peugeot, les employés du restaurant d'entreprise Kelton-Borel sont partis en grève, en même temps que les mouvements sectoriels éclataient dans les plus importantes entreprises comme la Sifop.

Autant de conflits dispersés, dans les différents secteurs d'activité qui ont recherché par de multiples moyens, à se tenir d'abord mutuellement informés de l'évolution dans chacune des entreprises, mais aussi à s'épauler, à prendre ensemble des initiatives communes. Ainsi, on voyait tous les jours la camionnette empruntée aux Lip avec laquelle les employés de Kelton allaient sur chacun des dépôts et usines en grève, promoteurs d'un rassemblement de toutes ces luttes autour des «CTB» le jour où ceux-ci passaient devant le tribunal des référés. 200 travailleurs ont répondu présents à cet appel soutenu par les Unions syndicales locales. Ce sont aussi les ouvriers de Peugeot se rendant sur chacune de ces luttes, invitant les travailleurs à venir à leur journée «portes ouvertes».

L'idée d'organiser une série de ces opérations «portes ouvertes» ou un rassemblement dans une des usines en grève, n'a été réalisée que par les mécanos de Peugeot. Le projet a été étouffé par l'inaction des unions locales qui se sont montrées sourdes à cette volonté de faire avancer le rassemblement et la coordination qui étaient en germe.

Si l'aspiration à la coordination des grèves bisontines n'a pas trouvé à se traduire en actes immédiatement, elle commençait déjà d'exister à Clermont-Ferrand dès avant le 7 octobre. Le 22 septembre, autour de l'usine SCPC promise à la liquidation, se sont retrouvées d'autres entreprises menacées de fermeture dans cette zone industrielle de Cournon pour lancer une coordination régionale des entreprises en lutte pour la sauvegarde de l'emploi. Dans le cours de la manifestation du 7, ils ont défilé réunis derrière une banderole proclamant la nécessité de «l'Union des Luttes», incitant des militants syndicalistes de la région à les rejoindre. C'est ce qu'ont fait des syndicalistes de Fairlux, Beauvernaux, etc.

Depuis le 7 cette recherche de perspectives s'est matérialisée par la venue en nombre toujours croissant de ces travailleurs, de ces militants à la SCPC occupée. Ce sont par exemple, des ouvriers qui engagent la lutte pour les salaires et qui entendent participer aux premiers pas de cette coordination régionale. L'apparition de la coordination clermontoise en tant que telle dans le cadre de la journée du 7 a fait prendre conscience à de nombreux travailleurs de l'unité nécessaire des luttes, elle a fait franchir une étape supplémentaire à ce rassemblement qui se dessine pour s'opposer de front aux perspectives de chômage et de réduction du pouvoir d'achat offertes par la bourgeoisie.

Sans aucun doute, le succès du 7 octobre aura contribué pour une part importante au fait que 30 000 ouvriers et paysans alsaciens se sont retrouvés dix jours plus tard dans la filature Schlumpf de Malmerspach dans le Haut-Rhin. L'opération «portes-ouvertes» y a drainé une foule de syndicalistes et travailleurs de la région, souvent venus par car des départements voisins, qui entendent porter un coup d'arrêt à l'accélération de la restructuration de l'industrie textile qui frappe durement la région. Pour tous ceux-là, métallurgistes de Mulhouse et Strasbourg, ouvriers des mines de potasse, ce rassemblement est porteur d'avenir. Il annonce que dans une région où les forces réactionnaires ont longtemps pesé de leur influence pour étouffer les aspirations ouvrières à la lutte, les difficultés accrues de la bourgeoisie aujourd'hui peuvent et doivent être mises à profit pour développer l'offensive contre le chômage.

Significatif également de cette volonté de lutte croissante, le succès de la journée «portes ouvertes» ce même dimanche dans l'usine Réhault à Fougères: «Une participation plus importante que lors de la journée «portes ouvertes» le 1^{er} mai» notait Eugène Simon.

LA FRAGILITÉ DE L'«UNION DE LA GAUCHE» APPARAÎT EN TOUTE LUMIÈRE

Pour le P«C»F, la situation après le 7 n'est qu'une meilleure. Certes, ce sont les responsables révisionnistes dans la CGT qui, les premiers au niveau confédéral, ont pris l'initiative d'organiser la journée du 7, contraignant la direction CFDT à suivre le mouvement. Mais leur volonté de faire du 7 une journée de soutien au programme commun, une journée de soutien aux positions du PCF dans l'union de la gauche, une journée d'action sans lendemain, ne compromettant pas la préparation des prochaines élections municipales, cette volonté révisionniste a été mise en échec. On a vu qu'un peu partout dans le pays, les mots d'ordre révisionnistes «Union, Action, Programme Commun» ont été contrés par une série de mots d'ordre «Union, Action, Révolution», «N'attendons pas 78, offensive

ouvrière», «N'attendons pas 78, frappons plus fort qu'en 68».

Mais les difficultés des révisionnistes ne se mesurent pas qu'à cette bataille de mots d'ordre, le 7. Au fur et à mesure que la crise s'aggrave et que se dessine la convergence des positions du PS et du gouvernement, la fragilité de l'union de la gauche s'étale au grand jour. A cinq mois des municipales, seize mois des législatives, le PCF ne peut, sans compromettre largement la seule perspective qu'il offre aux travailleurs, la victoire de l'union de la gauche, rouvrir une polémique avec son «allié» socialiste. Les déclarations complaisantes de Mitterrand aux patrons lors du colloque de «l'Expansion», celles de Rocard en faveur de Barre, des dizaines d'autres du même genre ne sont

Barre attaque les chômeurs

TRUCAGE OFFICIEL DES CHIFFRES

Afin de pouvoir affirmer en décembre prochain la diminution du nombre de chômeurs, simplement parce qu'au niveau de l'élaboration des statistiques on aura refusé de prendre en compte tous les véritables chômeurs, Barre exige dès maintenant que le groupe de travail mis en place pour le trucage des statistiques lui remette un rapport le 15 novembre, afin qu'il puisse prendre des mesures immédiates.

Quelles mesures ? Barre est précis dans sa lettre. Elles porteront sur les «actions de lutte contre le chômage» : à savoir le réemploi et la définition des régimes d'indemnisation. De fait, nous avons un avantage de ce que Barre se propose de commettre avec la publication de l'enquête menée par l'Union Patronale d'Ille-et-Vilaine.

«L'ÉLASTICITÉ»

Les patrons proposent qu'une meilleure liaison soit établie entre les patrons et les chômeurs, afin, notamment d'obtenir une «élasticité» entre demandeurs d'emplois et patronat : ainsi il faudrait développer les stages de qualification des ouvriers, afin qu'ils puissent acquérir la qualification nécessaire exigée par les patrons. Ces mesures ne cachent pas, en fait, ce que cette Union patronale recherche : la possibilité de déqualifier les ouvriers pour leur offrir des emplois ne correspondant pas à leurs salaires et qualifications actuels.

Cette même Union explique encore que le chômage se perpétue par le manque de correspondance entre les offres et les demandes d'emploi. Et cela, parce que, selon cette Union patronale, 20% des demandeurs d'emploi relèveraient de l'aide sociale et non du chômage («âge, maladie, handicap, cas sociaux»... Ces qualifications ignobles désignant les ouvriers brisés par des années d'exploitation et les accidents du travail). Et cette enquête croit pouvoir conclure que beaucoup de chômeurs ne rechercheraient pas d'emploi, se jugeraient bien couverts par les indemnités de chômage et les revenus tirés du travail au noir.

Il y a aujourd'hui officiellement près d'un million de chômeurs en France, dont 46,2% de jeunes et 55% de femmes. Commentaires de Beullac : «Les critiques n'observent jamais d'un œil assez froid le problème de l'emploi, et ils gonflent à dessein la gravité du chômage. Par exemple, en matière de demande, il y a surtout des demanderesses. Or, une femme ne doit-elle pas, par vocation, rester à son foyer ? Mme Beullac, depuis une vingtaine d'années, se plait parfaitement chez elle»...

Décidément, Monsieur Barre n'aime pas les chômeurs. Après le refus de publier une enquête qu'il avait pourtant lui-même commandée, et qui révélait la misère mais aussi la révolte du million de chômeurs, Barre vient officiellement d'annoncer son intention de réduire le chômage par trucage des chiffres.

Barre vient en effet d'écrire à son compère Beullac, ministre du chômage, afin d'obtenir que «les statistiques actuelles de l'emploi telles qu'elles sont enregistrées par l'agence nationale cessent de donner une vision imparfaite de la situation».

En d'autres termes, le tort, pour Barre, de l'ANPE, c'est de reconnaître aujourd'hui l'existence d'une armée de chômeurs victimes de la crise et des restructurations qui l'accompagnent. Aussi Barre propose-t-il la mise en place d'un dispositif qui autorise une «clarification et un approfondissement des statistiques».

DES MENACES CONTRE LES CHÔMEURS

Cette campagne n'est pas nouvelle, puisqu'il y a peu, Quenel, ancien directeur de

l'ANPE, déclarait que seuls les bénéficiaires des ASSÉDIC pouvaient être considérés comme chômeurs, ce qui revenait à éliminer des statistiques officielles 58,1%

des chômeurs, qui ne bénéficiaient pas de cette aide. Il est vrai que ce même Quenel affirmait vouloir ignorer les demandeurs d'emploi non encore appelés à effectuer leur service militaire, puisque leurs demandes «n'ont pas le même caractère impératif et peuvent rester éventuellement insatisfaites...»

Les menaces contre les chômeurs se font donc chaque jour plus précises : le plan Barre vise fondamentalement à leur faire doublement payer la crise. Après avoir perdu leur emploi, pour la sauvegarde des profits patronaux, les chômeurs doivent aujourd'hui — telle est la volonté de Barre — ou bien accepter n'importe quel emploi, avec déqualification et salaire moindre, ou bien perdre les allocations de misère que la bourgeoisie veut aujourd'hui cesser de leur verser.

C. NOËL

GISCARD AVOUE SON ÉCHEC

Suite de la p. 1

Soit le PS demeure dans l'Union de la gauche et Giscard lui indique clairement qu'il ne laissera pas à Mitterrand le soin de former un gouvernement, soit, il compose avec la coalition gouvernementale, sur des bases proches de celles du plan Barre. Giscard accentue donc le clivage «majorité-opposition», comme proposait de le faire Chirac. Mais ceci part de la constatation qu'il est vain dans l'immédiat pour la coalition présidentielle d'espérer un ralliement du PS en raison du niveau d'opposition des travailleurs aux plans d'austérité quelles que soient leurs formes.

Sur deux points essentiels : le plan Barre et l'élargissement à gauche, la stratégie giscardienne a échoué, et c'est cela que Giscard vient de reconnaître en se lançant dans la campagne électorale, ce qu'il refusait catégoriquement il y a un mois.

Bien qu'il ait maintenu que les élections auraient lieu en 78, on peut se poser la question de savoir si cette date ne sera pas finalement avancée, dans la mesure où le plan Barre ne permet plus d'assurer le succès électoral de la coalition giscardienne.

Quoiqu'il en soit ce qu'il faut retenir de ces déclarations, c'est l'extraordinaire rapidité de l'échec politique du plan Barre. Depuis la journée du 7 octobre, la bourgeoisie avait perdu confiance, Giscard l'a désormais reconnu. Ce dont il s'agit maintenant, c'est de transformer cette reconnaissance de l'échec à obtenir un consensus en victoire des travailleurs. Cela, c'est en élargissant, en approfondissant et en coordonnant nos luttes que nous pourrions l'obtenir.

S. LIVET

Meeting du comité des mathématiciens français

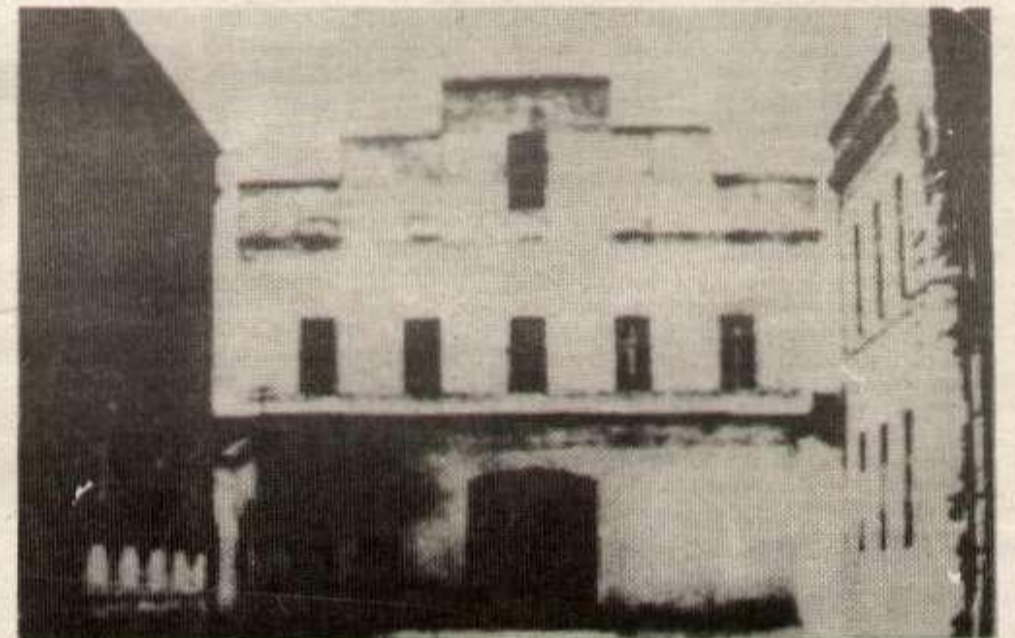
LES LIMITES D'UNE DÉNONCIATION

«C'est au prix de la défense des libertés individuelles partout dans le monde que la gauche sera crédible en France», disait le représentant de la Ligue des Droits de l'Homme, en s'adressant à Pierre Juquin, délégué par le PCF pour participer au meeting de soutien à six emprisonnés (dont deux en URSS et un en Tchécoslovaquie). Cette petite phrase «innocente» résumait bien les intentions de nombreuses organisations participant au meeting. Et les nombreux éléments implacablement accusateurs pour les Brejnev, Pinochet, Banzer et artisans de la «normalisation» en Tchécoslovaquie, ne servaient visiblement que de faire-valoir pour les représentants de ces organisations.

Lorsqu'il s'agit de caractériser la nature des régimes chilien, bolivien ou argentin, l'unanimité se fait facilement. Qu'il s'agisse de dictatures fascistes mises sur pied par l'impérialisme américain, qui oserait le nier ? Par contre, lorsqu'il s'agit de ces pays où la restauration du capitalisme a eu pour conséquence inéluctable une terrible répression des masses, les plus grandes ambiguïtés règnent. Seul Léonid Pliouchtch a déclaré : «Les pays de l'Est ne sont en rien des pays socialistes. Les régimes dictatoriaux capitalistes ou soi-disant communistes se

donnent en fait la main pour mieux écraser leurs peuples. Le combat que nous devons mener n'est pas le soutien aux seuls intellectuels, dont le nom est connu. Il doit s'étendre aux milliers de détenus politiques qui restent anonymes...»

Par contre, Juquin, après avoir déclaré que si le PCF «n'acceptera jamais que, dans quelque pays que ce soit, on recoure, au nom du socialisme, à des méthodes qui violent les droits de la personne humaine», ajoute «les démocrates ne peuvent confondre la violence qu'utilisent les exploités, les colonialistes, les fascistes pour s'opposer à la marche de la liberté dans le monde et les problèmes, si graves et douloureux soient-ils, qui surgissent au cours de cette marche elle-même et la contraindre». Ainsi, la nouvelle bourgeoisie soviétique ferait «marcher son peuple vers la liberté» ! D'autre part, l'Humanité publiait un com-



L'hôpital psychiatrique de Chernyakhovsk est rattaché à la prison de Kaliningrad (URSS)

munique du bureau soviétique d'information expliquant que : «Boukovski, Glouzman et leurs semblables sont en prison non pas en raison de leurs convictions et de leurs opinions, mais pour des actes punissables par voie de justice». Tous les éléments réunis au meeting ou participait Juquin prouvaient le caractère mensonger de telles affirmations. L'Humanité n'en a fait aucune mention.

On ne doit pourtant pas sous-estimer la signification de la présence du PCF au meeting de Paris. Dans la mesure où sa répercussion était internationale, où l'an-

née dernière, il refusait de participer à un meeting de soutien à Pliouchtch, il s'agit d'un pas nouveau franchi dans la démarcation avec l'URSS. La composition du public, la présence du «modèle» d'intellectuel que se donne le PCF en la personne d'Ellenstein, indique bien les couches que ce parti tente de séduire actuellement par sa prétendue défense des libertés : la petite bourgeoisie intellectuelle, les cadres...

Il ne faut certainement pas compter sur ce parti dont la pratique actuelle est la chasse aux révolutionnaires dans la CGT, pour dénoncer

la nature de classe du régime de Brejnev, pour soutenir les peuples d'Union Soviétique. Car fondamentalement, sa nature est la même.

Eric BREHAT

«Mercredi, la chambre d'accusation de Lyon a décidé de remettre en liberté cinq des onze inculpés corses incarcérés à Lyon, à la prison Saint-Paul. Ces militants corses sont détenus par la police parce qu'ils auraient participé aux manifestations de l'aéroport d'Ajaccio.»

LUTTES OUVRIÈRES

La préparation du 23 octobre

Besançon : le PCF et les réformistes prennent peur devant la volonté de lutte croissante de la classe ouvrière

Alors que de nombreuses luttes se déroulent à Besançon (Peugeot, Borel, Lip, Renault...), la mobilisation organisée par les Unions Régionales CGT et CFDT s'est faite totalement en dehors de cette réalité régionale.

De plus, non contents que les travailleurs de Besançon aient engagé la lutte suite au 7 octobre, ils veulent interdire toute expression des révolutionnaires dans la manifestation aujourd'hui.

«Pour éviter de dénaturer le caractère de cette manifestation, un service d'ordre sera mis en place pour empêcher toute expression, que ce soit par tracts, banderoles, journeaux des organisations non signataires de l'appel». Autrement dit, les révisionnistes veulent se donner les moyens de leur politique : empêcher que s'exprime la volonté de tous ceux qui veulent lutter tout de suite, pour imposer leur programme commun et leur perspective de lutte contre le plan Barre : attendre 78 !!!

Ceci fait suite à l'attitude prise par le PS lors de la grève de la CTB (délégués traduits devant le tribunal, menaces d'expulsion par les CRS). Également par l'attitude du PCF à la direction de l'UL CGT qui en laissant délibérément les ouvriers de Sopréba dans l'isolement, a fait reprendre le travail en concluant : «Les travailleurs forts de leur unité et de leur détermination sont décidés à poursuivre la lutte sous d'autres formes», c'est-à-dire pour lutter contre le plan Barre, il faut reprendre le travail !!

Devant de tels faits, de nombreuses sections syndicales ont condamné la position des U.R pour le 23 octobre. C'est le cas notamment de la Zénith, Sifop, Banques... qui entendent ne pas en rester là.

C'est avec tous ceux qui veulent lutter malgré les attaques du PCF et des réformistes contre les travailleurs, que s'exprimera dans la manifestation d'aujourd'hui, la voie de l'offensive ouvrière autour de Peugeot, Borel, Lip...

LES JEUNES DANS LA RUE CONTRE LE CHOMAGE

Suite de la p. 1

600 000 chômeurs ont moins de 25 ans ! C'est une accusation implacable pour ce régime pourri !

Toutes les manipulations des statistiques n'y changeront rien, c'est par centaines de milliers que les jeunes se retrouvent chômeurs, bien souvent avant même d'avoir travaillé. A la sortie du CET-caserne où l'on a «appris» un métier, c'est l'incertitude, l'angoisse, les files d'attente dans les ANPE, les multiples démarches pour constitution de dossier et puis... le pointage, l'attente désespérante et les fins de mois impossibles à boucler. La mobilisation des jeunes est effective, les organisateurs du 23 octobre l'ont bien senti.

Le 7 a constitué un tournant important dans la lutte des masses populaires en France. Depuis chaque occasion est saisie par les travailleurs pour confronter leurs points de vue, envisager des actions

communes... Dans les usines, dans les chantiers, chez les travailleurs combattifs, dans les sections syndicales, au centre des débats animés se trouve la question de l'offensive ouvrière, des moyens à mettre en œuvre et des obstacles à balayer pour y parvenir. C'est dans ce contexte que se dérouleront ces rassemblements dans une vingtaine de villes de France. C'est sûr, la mobilisation apparue le 7 se retrouvera au cours de cette journée. A Nantes par exemple, où sous la pression populaire, les

directions syndicales ont transformé le «Lutter pour vivre et travailler» en «Vivre et travailler au pays», thème sur lequel les travailleurs bretons se mobilisent massivement et préparent les départs en autocars de Rennes, Fougères, Lorient, Vannes...

APRÈS LE 23

Que sera cette journée ? Dans les directions syndicales, un «point fort dans la lutte». Dans la «Vie Ouvrière» de cette semaine, une large place est réservée à la préparation

du 23. On peut y lire en marge de l'interview de quelques jeunes, un commentaire indiquant clairement les intentions de la direction confédérale : «... Des manifestations, des cavalcades, des hommages sandwiches - revendications, des rallyes, des défilés de motos, des lâcher de ballons, des embouteillages...» Noyer les questions dans une parade multicolore, empêcher les débats de fond en détournant l'attention vers «l'organisation» du rassemblement, c'est une tactique fréquemment employée par les révisionnistes.

Mais, la mobilisation est forte, les interrogations pressantes. Les jeunes veulent engager la lutte aux côtés des autres travailleurs contre le plan Barre. C'est de cela qu'il faut débattre en cette journée du 23 octobre. Qu'elle soit transformée en un point de départ pour l'action, en une étape dans la mobilisation et cette journée aura rempli son rôle.

Gérard PRIVAT

Communiqués de l'UCJR

Aujourd'hui devait se tenir une assemblée générale des lycéens de Drancy pour discuter de leur participation au 23 octobre dans le cortège autonome des lycéens et collégiens.

Correspondant UCJR DRANCY

Rassemblement samedi 23 octobre de 12 h à 13 h devant le foyer des Amandiers, pour protester aux côtés des résidents contre la hausse des loyers et la répression, avant de rejoindre la manifestation.

A l'appel des résidents, de l'UCJR (20^e), avec des jeunes du quartier, avec le soutien du Comité de Lutte de Voltaire

5^e congrès des mineurs CFDT

PRÉCISER LES OBJECTIFS

Le Congrès de la Fédération CFDT des mineurs s'est ouvert, comme l'a déclaré Jean Kaspar (secrétaire général) dans un contexte de lutte.

Au puits Reumaux, depuis mardi, les mineurs refusent les mutations que voudraient imposer la direction des HBL. A Carling et à Marienau, comme dans de nombreuses autres cokeries, les ouvriers poursuivent depuis près d'un mois leur grève pour le statut des postés.

Et, dans le cours même du congrès, un événement important, c'est la

démonstration de la volonté de lutte qui se développe : quatre cents mineurs du puits 5 ont décidé d'eux-mêmes de débrayer, de retarder la prise de poste pour rendre un hommage aux seize morts du puits.

On regrette d'autant plus que jusqu'à maintenant, le congrès ne se soit pas prononcé sur la nécessité d'une offensive d'ensemble pour faire payer la crise à la bourgeoisie. Au-delà de l'intérêt de certaines interventions sur l'aggravation de l'exploitation pour les mi-

neurs, au-delà de l'intérêt du réquisitoire sur les conditions de travail et les catastrophes, c'est un certain flou qui demeure. «Nous ne subordonnerons pas l'action aux échéances électorales», affirmait Jean Kaspar dans son rapport général. Mais alors, quelles initiatives pour faire le procès du capital assassin après Liévin, Berrwiller, Merlebach ? Quelle riposte pour mettre en échec le plan Giscard-Barre ?

Voilà bien les questions qui sont posées par la situation à ce congrès des mineurs CFDT.



Cérémonie au puits 5 en hommage aux 16 morts :

400 mineurs du poste d'après-midi débrayent spontanément

Vendredi à 12 heures, le congrès CFDT s'est rendu sur le carreau du puits 5 pour rendre hommage aux seize victimes du capital. Alors même qu'ils observaient une minute de silence, une équipe de sauveteurs prenait la cordée. C'est, que sous les pieds, l'incendie n'est pas maîtrisé : voilà le résultat de la logique criminelle de la direction des HBL, qui a assassiné seize mineurs.

Alors que les congressistes quittaient le carreau, les mineurs du poste d'après-midi attendaient au vestiaire. Quatre cents mineurs, soit la presque totalité du poste, avaient débrayé spontanément. En tenue, ils ont pris cinq à dix minutes de retard à la cordée, montrant par là la volonté de lutte importante qui existe aujourd'hui pour faire la vérité sur la mort des seize, pour imposer la sécurité à la mine. Au cours de sa prise de parole,

Jean Kaspar a montré la signification de la présence du congrès : «Il aurait été anormal que le congrès CFDT des mineurs ne se rende pas au puits 5, alors que les conditions de travail sont au cœur de ses discussions, alors que repose ici seize mineurs sacrifiés à

la logique du développement économique imposé par le capitalisme... Ce n'est pas une démarche sentimentale mais le témoignage de notre engagement à prendre des initiatives de lutte pour imposer nous-mêmes la sécurité».

Rapport sur les conditions de travail présenté au congrès par Jean Kaspar

Plus de 2 500 mineurs morts au cours des 20 dernières années des suites d'accidents du travail au fond et au jour. Des milliers de mineurs victimes chaque année d'accidents de travail. Une moyenne de 800 mineurs qui meurent des suites de la silicose. Un nombre impressionnant d'invalides et d'handicapés... Dans leur brutalité, ces chiffres illustrent le lourd tribut payé par notre corporation. La conviction que nous avons et qui puise ses racines dans la réflexion collective de la fédération sur ces questions, c'est qu'il ne s'agit pas du résultat de la fatalité.

(...) Quelles sont les raisons de cette aggravation pour la CFDT ? Nous l'avons déjà dit, cette aggravation est due en grande partie à la récession des mines dans notre pays. Cette politique conduit : à la déflation effrénée des effectifs.

(...) Au fait que la rémunération du personnel des mines au fond en particulier, reste liée au rendement...

Suite de la p. 2

CE QUE LE 7 A CHANGÉ

NON, LE 7 N'A PAS ÉTÉ UNE «JOURNÉE COMME LES AUTRES»

Le franc succès de toutes ces journées «portes ouvertes», de ces rassemblements d'ampleur, leur multiplication dans ces quinze derniers jours, là où les luttes persistent ou se déclenchent, le fait pour les travailleurs de s'y regrouper, ce n'est pas le moindre acquis de l'écho retentissant de la journée du 7. C'est ce qui pour une part importante, aura certainement amené les directions syndicales CGT et CFDT de Bretagne et des pays de Loire à prendre en compte cette aspiration et à transformer la journée du 23 octobre initialement prévue

pour maintenir l'emploi des jeunes en manifestation régionale à Nantes pour «travailler et vivre au pays»

Non, le 7 n'a pas été une «journée comme les autres» ! Mais cette volonté de lutte contre le plan Barre que les directions syndicales essayent tant bien que mal de contenir, faut-il la laisser retomber petit à petit, laisser passer les choses en se disant qu'on va d'abord voir ce que va faire la «gauche» ? Ne serait-ce pas là prendre un énorme risque, se lier les mains et s'interdire les moyens de lutte nécessaires pour faire reculer le plan Barre ?

C'est sur ces questions que nous reviendrons dans nos prochains articles.

LUTTES OUVRIÈRES

**SOCIÉTÉ CENTRALE DE PLASTIQUE
ET DE CAOUTCHOUC (COURNOM) :**

Un pôle pour les luttes de Clermont-Ferrand

"ICI, IL Y A DES LUTTES ABSOLUMENT DIVERSES QU'IL FAUT UNIR"

Suite du reportage de Richard FEUILLET

Les travailleurs de la SCPC (fabrique de flacons en plastique pour les produits pharmaceutiques) à Cournon, près de Clermont-Ferrand, occupent depuis le 15 juillet, date de la fermeture décidée par le trust Carnot-Total (monopole de l'emballage métallique en Europe). Pour la direction, l'entreprise n'est plus rentable ; et puis, il faut se débarrasser des sections syndicales : l'histoire de la SCPC est en effet l'histoire de multiples luttes qui, dès les années 70, prennent des formes avancées (pratique des comités de grève, de soutien, liaison avec les paysans) et qui font mal à la direction jusqu'en 76 : treizième mois, intégration des primes de rendement dans le salaire, pas de salaires en-dessous de 1 800 F. Mais la SCPC va renouer avec ses vieilles traditions de lutte et battant la région, poser les premiers jalons de la coordination des luttes localement.

La direction pressée d'en finir, émet des fausses factures et annonce la «cessation d'activité» en février. D'accord sur le fond, Durafour s'y oppose néanmoins pensant que seule une «fermeture dans les normes» peut éviter une riposte. C'est tout juste s'il aura le temps de s'apercevoir de son erreur : dès mars, les ouvriers débrayent sachant que c'est seulement en montrant sa force qu'on obtient des reculs (en septembre 75, la lutte immédiate supprime 59 licenciements). Ces débrayages se déroulent jusqu'en avril, vont imposer à nouveau un recul jusqu'en juillet. Le second en huit mois. La direction tente alors de s'attaquer aux

syndicats et menace de licenciement le secrétaire CFDT. Le 3 juin, un débrayage a lieu. Le dépôt de bilan est déposé le 15 juillet... un faux qui est accepté cette fois-ci. L'usine est occupée.

«UNIR NOS EFFORTS RÉGIONALEMENT D'ABORD»

La fermeture, loin de décourager les travailleurs, renforce leur détermination : s'appuyant sur les riches acquis des luttes passées, mais analysant parallèlement la situation, ils prennent rapidement conscience que les moyens pour gagner ne peuvent plus être les mêmes : car la situation déjà à l'époque sur la zone

industrielle de Cournon, ce sont de nombreuses luttes qui n'aboutissent pas, stagnent. Le patronat

des situations absolument diverses (répression, chômage, menaces de licenciements), mais qui géo-

usine sachent qu'ils ne sont pas seuls, qu'une base objective existe pour avancer.

se qu'il fallait élargir la coordination jusque là». La réflexion est guidée avant tout par la nécessité impérieuse de se regrouper face au patronat, et vite. Les difficultés techniques peuvent ainsi être résolues...

CONTRE LES MAUVAIS COUPS DE LA BOURGEOISIE : LA SCPC S'AFFIRME COMME PÔLE DE RASSEMBLEMENT

Mais un événement va montrer qu'une des conditions pour avancer, faciliter le regroupement, est que la SCPC doit sans cesse s'affirmer comme pôle de regroupement. Si les travailleurs de la région estiment que la SCPC doit être le pôle autour duquel il faut se rassembler, c'est bien parce qu'elle a un riche passé de lutte et ce, d'autant plus qu'elles ont été victorieuses, parce qu'elle a montré qu'il était possible de vaincre.

Alors la bourgeoisie, pour tenter de casser ce début de regroupement, se dit qu'il faut préparer un mauvais coup contre elle, à tel point qu'elle ne puisse riposter, pour démontrer aux travailleurs que l'usine la plus combattive de la région vers laquelle ils se tournent, ne peut elle-même rien contre sa volonté et qu'en conséquence, il vaut mieux abandonner la bataille. Les moyens techniques de la SCPC sont alors supprimés : électricité, téléphone. Mais au-delà des moyens techniques, le patronat veut porter un coup au prestige de l'usine. Ce qui va jouer, alors, c'est la crédibilité de la SCPC. Mais par une série d'actions, la SCPC va montrer qu'elle n'a pas abandonné ses riches traditions de lutte, qu'elle peut être ce pôle sur lequel on peut compter : le 3 septembre, un commando de travailleurs intervient à l'aéroport d'Aulnat récupérer les machines comptables volées par la direction, puis se rend chez le syndic le 28 octobre, exiger le rétablissement de la lumière pendant huit heures. Le syndic n'a d'autres solutions que de se présenter lui-même devant le tribunal de commerce et de s'affirmer coupable ! La lumière sera remise. «Une grande victoire, disent les travailleurs, qui a montré que groupés, on peut obtenir beaucoup de choses». C'est une grande victoire aussi pour l'avancée de premiers pas dans la construction de la coordination des luttes sur la région. SCPC a montré qu'il peut être le pôle de rassemblement sur la région.

Dès juillet, la fermeture d'entreprises éloignées (Copono-Book à huit kilomètres, Centre-Métal à Bressac à cinquante kilomètres) va amener à définir plus à fond la question «qui regrouper ?» Ces usines qui ferment sont loin. Va-t-on sous ce prétexte les éliminer ? Non ! Car se serait encore une fois renforcer ce que veut le patronat : l'isolement. «Nous avons pen-

Richard FEUILLET



La S.C.P.C appelle à l'union des luttes : les travailleurs de Copono-Book seront les premiers à répondre.

reprime impunément, tel chez Pauly (un délégué licencié).

Les travailleurs concluent : les luttes sont isolées, sans perspectives face à l'intransigeance de la bourgeoisie. Alors, une conclusion s'impose, évidente : «Il faut unir nos efforts pour arrêter ce pourrissement» et ce, déjà régionalement comme nous l'explique un délégué CFDT : «A l'évidence, nous nous trouvons dans

graphiquement se situaient ensemble», idée qu'ils amèneront à Lip. Les perspectives sont en effet bien plus immédiates, pour les travailleurs.

Mais par où commencer ? Les usines sont isolées : la première chose à faire va donc être de tisser des liens entre usines, afin qu'elles se connaissent, qu'elles se comptent, que les travailleurs dans chaque

SE COORDONNER : AVEC QUI ?

Mais avec qui s'unir ? Simplement avec les usines occupées ? L'intérêt et la nécessité de rentrer en contact avec les travailleurs qui ne sont encore que menacés de licenciement est évidente : il ne faut pas attendre les mauvais coups de la bourgeoisie, il faut que ces travailleurs profitent de l'expérience acquise par les autres, qu'ils prennent confiance. Car la politique de la bourgeoisie est bien de diviser entre les différentes usines «peut-être que vous avez une chance de vous en sortir», de répandre des illusions sur les 90%. Il faut donc avancer dans le rassemblement des forces d'une manière appropriée.

Début juillet, les sections syndicales CGT et CFDT de la SCPC font un travail d'agitation sur la zone industrielle de Cournon, par tracts, et allant dans ce sens. Plusieurs sections CGT, CFDT venant aux premières réunions convoquées montrent que cette coordination des luttes est une aspiration de nombreux travailleurs. Ces premières réunions sont positives, car elles vont permettre d'établir des premiers contacts, de mieux se connaître, se sentir épaulés, premières conditions nécessaires pour faire face au pourrissement.

Dès juillet, la fermeture d'entreprises éloignées (Copono-Book à huit kilomètres, Centre-Métal à Bressac à cinquante kilomètres) va amener à définir plus à fond la question «qui regrouper ?» Ces usines qui ferment sont loin. Va-t-on sous ce prétexte les éliminer ? Non ! Car se serait encore une fois renforcer ce que veut le patronat : l'isolement. «Nous avons pen-

SAMEDI 23 OCTOBRE DE 10 H A 17 H A LA MUTUALITÉ JOURNÉE DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS DE LA SONACOTRA EN GREVE DES LOYERS DEPUIS 21 MOIS

Le Comité de coordination des foyers Sonacotra organise une journée des travailleurs immigrés en grève des loyers depuis 21 mois. De 10 h à 17 h, aujourd'hui 23 octobre, à la mutualité, des films et des expositions sur la vie dans les foyers-taudis ainsi qu'un meeting-débat feront le point sur la lutte opiniâtre que mènent depuis bientôt deux ans les travailleurs de la Sonacotra pour le respect de leurs droits. Ils

dénoncent la vie dans les foyers-cercueils où l'entassement et l'insécurité sont menace permanente pour leur vie, comme est venu tragiquement le rappeler l'incendie au foyer de Villejuif, il y a une semaine où deux ouvriers ont trouvé la mort.

Un dossier réalisé par des architectes et des juristes sous la direction du Comité de coordination montrera particulièrement comment la bourgeoisie viole de manière

flagrante ses propres lois en matière de sécurité et d'urbanisme.

Ils dénonceront les attaques policières et les manœuvres d'intimidation de la justice bourgeoise qui multiplie ces derniers temps les saisies-arrêts sur les salaires. Ils exigeront le retour des 16 travailleurs expulsés par la

vindictes de Poniatowski en avril dernier.

Dans le cadre de cette journée, travailleurs français et immigrés montreront que, face aux impératifs de la lutte contre le plan Barre, ils sauront renforcer leur unité pour frapper ensemble contre l'ennemi commun : le capitalisme en crise.

LE PLAN BARRE EN ŒUVRE : Chômage technique pour les 1500 ouvriers de Poclair (Oise)

La direction de Poclair vient d'annoncer que mille cinq cents ouvriers vont être mis en chômage technique sur les quatre usines de l'Oise (sur un total de cinq mille salariés). La période de chômage technique s'étendra sur vingt jours entre les mois de décembre, de janvier et février. La direction prend prétexte du ralentissement des ventes de pelleteuses pour justifier cette mesure. Elle affirme que les usines conçues pour fabriquer six mille pelleteuses par an n'en fabriquent plus que quatre mille. Les «marchés publics» seraient en baisse de 29% à la fin de cette année. La restriction du crédit, la baisse du pouvoir d'achat, les économies faites en matière d'équipement limitent l'activité du secteur du bâtiment et des industries qui le fournissent. Cette mesure de la direction de Poclair, qui suit plusieurs centaines de licenciements annoncés le mois dernier, montre ce qu'il faut entendre par «assainissement» : licenciements, chômage technique et baisse des revenus !

APPELS AU 23

L'assemblée générale de Balzac a adopté la banderole suivant pour sa participation le 23 octobre au cortège autonome des lycéens et collégiens : «Contre le chômage, contre la répression, contre l'austérité, contre la réforme Haby, les jeunes ouvriers, lycéens, collégiens à l'offensive avec les travailleurs.» Elle se joint à l'appel du comité de lutte de Voltaire.

Correspondant UCJR BALZAC

Les lycéens de Bessières réunis en assemblée générale ont décidé de leur participation au cortège autonome des lycéens et collégiens à la journée du 23 octobre.

Correspondant UCJR Bessières.
Les lycéens de Chatenay annoncent leur participation au 23 octobre.
Correspondant UCJR CHATENAY

INFORMATIONS GÉNÉRALES

LA GRACE MÉDICALE :

Dernier espoir pour Agret

Après le rejet par la cour de cassation de la demande de révision du procès condamnant Roland Agret, ses défenseurs nous indiquaient leur intention de faire une nouvelle requête en révision.

Pour l'instant il faut refaire un examen du dossier pour trouver de nouvelles bases à une requête en révision. D'autres éléments que ceux qui avaient constitué les bases de la première requête peuvent être utilisées.

Roland Agret, qui est toujours hospitalisé à l'hôpital Salvator de Marseille s'attendait à cette décision qui est une

décision politique, il envisagerait de continuer la lutte.

Une grâce médicale avait été introduite auprès du président de la République en mai 76. L'Elysée ne s'est toujours pas prononcé mais il se pourrait qu'après avoir exprimé son refus de revenir en justice sur cette affaire où ses sbires sont impliqués, le pouvoir s'en sorte en accordant la grâce médicale. Mais de ce côté, rien n'est encore joué, le pouvoir hésitera à prendre cette décision qui de son point de vue, constituerait un précédent dangereux. Cette grâce constitue le dernier espoir de Roland Agret.

Censure politique giscardienne

Par arrêté, Poniatowski a interdit «sur l'ensemble du territoire français, la circulation, la distribution et la mise en vente de l'ouvrage *Prison d'Afrique*, par Jean-Paul Alata, Editions du Seuil, Paris». Cet ouvrage dresse un tableau du système guinéen et de l'arbitraire qui règne dans ce pays où les droits les plus élémentaires sont bafoués par le pouvoir.

Certes, l'auteur a participé au pouvoir, mais destitué, il a connu les geôles de Sékou Touré.

Une nouvelle fois, Poniatowski interdit un livre au nom de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881. Plusieurs livres dont la revue *Tricontinentale* et «*Main basse sur le Cameroun*» de Mongo Betti ont déjà été saisis et interdits au nom de cette disposition arbitraire qui permet de censurer «les journaux et écrits de provenance étrangère rédigés en langue française, imprimés à l'étranger ou en France». Signalons que «*Prison d'Afrique*» ne correspond même pas à cette description : il a été écrit en France par un auteur français.

Demain s'il le veut le pouvoir pourra interdire au moyen de cette législation tout écrit provenant d'un pays étranger ou parlant d'un pays étranger.

Giscard s'est montré très prolifique dans «*Démocratie Française*» sur les libertés. Or, quelques jours après la sortie de ce livre, les flics ont saisi au départ de la même imprimerie tous les

exemplaires de «*Prison d'Afrique*», voilà qui montre ce que cache le verbiage giscardien.

Les animateurs d'une paroisse de Nancy, sous l'autorité du curé ont innové dans les méthodes éducatives. Ils ont organisé une fausse prise d'otages. Dimanche 17 octobre, une cinquantaine de jeunes de treize à quinze ans prenaient place pour une ballade dans un autocar. Ils étaient accompagnés de huit animateurs. En route, ils prennent en charge trois auto-stoppeurs, puis ils s'arrêtent auprès d'une 2 CV en panne et aident ses cinq occupants à la sortir du fossé. Ceux-ci montent alors dans le car et menacent avec un pistolet d'alarme le curé. Puis c'est le détournement : prise d'ota-

● Six des onze militants bretons interpellés mardi dernier dans le Finistère et le Morbihan lors des provocations policières anti-FLB ont été relâchés dans la nuit de mercredi à jeudi. Les flics n'ont pu retenir aucune charge contre eux concernant une éventuelle participation aux attentats. Cinq autres militants bretons sont retenus par les CRS de la NR 9 dans leur caserne de Rennes.

Fruits et légumes

LA GRÈVE SE DURCIT À PARIS ET DANS LE NORD

La tendance «dure» l'a emporté chez les détaillants de fruits et légumes réunis à Rungis. Suivant le mot d'ordre de la très réactionnaire «Union des Jeunes Professionnels en Fruits et Légumes» la majorité des commerçants avaient voté avant hier contre la reprise du travail. L'organisation de M. Rapine, l'Union nationale des fruitiers détaillants qui était jusqu'à présent majoritaire a perdu la confiance de ses adhérents sur la région parisienne. Les propositions du gouvernement ont été repoussées.

La direction des prix proposait de revenir à la situation antérieure au plan Barre pour les artichauts, les endives, les tomates ; pour les pommes de terre à chair ferme, les marges étaient abandonnées ; pour les Bintje, les carottes, les choux-fleurs, les poireaux, les salades, la TVA était exclue des marges bénéficiaires. La majorité des détaillants a refusé ces propositions voulant obtenir la suppression totale des marges. Devant leur attitude, le directeur des prix a décidé de suspendre toute négociation et de revenir à la stricte application du plan Barre. Hier, la situation semblait donc bloquée, une partie des détaillants, de province devant rouvrir, ceux de Paris et de Lille poursuivant leur action.

Comme on le craignait, ce

mouvement ultra-corporatiste, qui gêne de nombreux travailleurs, particulièrement les retraités qui ne peuvent pas trop se déplacer pour faire leurs achats, semble nous conduire tout droit à une hausse des prix de vente. Les propositions initiales du gouvernement conduisaient à une hausse de presque tous les prix. En fait, si le pouvoir joue la fermeté, c'est qu'une montée en flèche des prix serait un accélérateur de l'inflation et du mécontentement. D'ores et déjà, on peut être sûr que les travailleurs feront les frais de ce mouvement.

Autres victimes de ce mouvement, les paysans, les maraichers qui ne peuvent plus écouler leur production et qui sont condamnés à la laisser pourrir. Ils enregistreront une baisse non négligeable de leurs revenus. Tout

ce que leur propose le pouvoir pour s'en sortir, c'est de «vendre leurs produits au bord des routes» ! Vu le nombre de touristes à cette époque, cela s'appelle se moquer du monde !

Sentant le mécontentement populaire, se voyant isolés ces producteurs, des grossistes face au gouvernement les «jeunes détaillants» ont pris l'initiative de procéder à des ventes au prix de gros près des grandes

surfaces ce week-end à Paris. Ils espèrent ainsi limiter le glissement de leur clientèle vers les supermarchés et rompre leur isolement pour obtenir l'augmentation de leurs bénéfices.

En attendant les queues s'allongent dans les grandes surfaces et on note une hausse des prix camouflée sur les fruits et légumes par la diminution de la qualité des produits proposés.

Pierre PUJOL



Vendredi, à partir de 11 heures, les producteurs de fruits et légumes de la région parisienne ont vendu directement aux consommateurs sur le carreau de Rungis.

A propos d'un faux détournement de car à Nancy la matraque et le goupillon

ges du maire d'une petite commune... Tout cela n'est qu'une blague, montée par le curé et les animateurs, mais les jeunes ne le savaient pas. Selon le curé cela «devait être le point de départ d'une période d'activité... Les liens créés par cette émotion forte vécue ensemble par les jeunes et les adultes devaient permettre d'aller plus loin...»

De telles méthodes éducatives ne sont pas en fait très nouvelles. Elles s'inspirent directement des méthodes de la psychiatrie bour-

geoise. Un des curés de l'équipe a fait des études de psychologie appliquée. Créer un choc pour mieux manipuler les enfants ensuite, pour leur inculquer l'obscurantisme religieux, et les idées réactionnaires, c'est une méthode déjà utilisée par les fascistes.

Détail significatif : les acteurs recrutés pour tenir le rôle des bandits étaient des jeunes ouvriers ! Poniatowski devrait récompenser ces animateurs et ce curé de Nancy qui s'ingénient à inculquer aux enfants que les jeunes ouvriers sont des bandits en puissance.

CINÉMA SUR LE TIERS MONDE

Le Familia, 262 rue Duguesclin, Lyon 3^e

Ce cinéma tenu par un travailleur tunisien se fixe pour but de diffuser des films qui ont une faible possibilité d'être diffusés en France. Des films consacrés au Tiers-Monde et également d'être partie prenante de la vie du quartier, des luttes qui s'y mènent et d'être le lieu de rencontre entre les travailleurs immigrés venant renouer avec leur culture et un public français qui veut s'informer.

Les projections ont lieu tous les jours à 20 h 30 et une projection à 16 h le samedi et le dimanche. Du mercredi 20 octobre au mardi 26, un film sur la Palestine : «L'olivier» par le groupe Cinéma Vincennes, en 1^{re} exclusivité à Lyon.

Du mercredi 27 octobre au mardi 2 novembre, le Cameroun avec Mani Moto de Dikongug Pipa également en 1^{re} exclusivité.

L'affaire des «Brigades rouges»

Joël Matencio inculpé

Joël Matencio a été inculpé hier matin par le juge d'instruction chargé de l'affaire, Melle Claire Giabrin. Depuis son arrestation, Matencio nie tout lien avec cette affaire. Il a déclaré ne rien savoir de l'enlèvement d'Olga Moissenko.

Parlant à la télévision et à la radio, Poniatowski a essayé de justifier la procédure choisie pour arrêter Matencio : «Cette procédure doit demeurer une procédure exceptionnelle ; elle ne doit être utilisée que lorsque tous les moyens ont été épuisés et que des risques graves subsistent pour la population». Poniatowski fait mine d'admettre que «les abus pourraient constituer un danger pour les libertés individuelles», mais laisse entendre que cette procédure pourrait être réutilisée. Les déclarations prudentes de Poniatowski sont fonction de la résistance des masses à l'emploi de telles méthodes, qui ne vont pas sans rappeler les pires pratiques de dénonciation et de collaboration pendant la guerre. Le nombre ridiculement bas (43) d'appels au regard de l'ampleur de la diffusion de la voix et de l'écriture de l'assassin (qui a touché pourtant des dizaines

de millions d'auditeurs) manifeste clairement l'opposition des travailleurs aux techniques policières importées d'Allemagne Fédérale. Une large fraction de la presse bourgeoise, dans ces conditions, a été amenée à dire ses réticences pour ces méthodes.

Mais pour autant, Poniatowski ne s'est pas avancé à promettre l'arrêt de l'utilisation de telles méthodes, comptant bien les utiliser chaque fois que possible pour tenter de nous y habituer. C'est bien cette sourde volonté de persévérer, même à pas comptés, dans l'atteinte aux libertés démocratiques qui est l'essentiel. Nous devons rester vigilants et nous employer à mettre en échec de tels projets.

● La direction de FR 3 vient d'interdire d'antenne le chanteur breton Glenmor qui devait passer dans une émission de Jean Mailland afin d'y dire un conte de Noël. En signe de protestation, Mailland a décidé d'abandonner son projet de réalisation.

chine

Pékin, 21 octobre 1976 (Hsinhua)

Aujourd'hui, 1,5 million de militaires et de civils de la capitale, rayonnant de fierté et en effervescence, ont organisé une manifestation monstre acclamant la nomination du camarade Houa Kouo-feng au poste de Président du Comité Central du Parti Communiste Chinois et de la Commission Militaire du Comité Central du Parti Communiste Chinois ; ils ont acclamé la grande victoire du Comité Central du Parti ayant à sa tête le Président Houa Kouo-feng, qui, fidèle à la volonté du Président Mao et incarnant les intérêts fondamentaux et les aspirations communes de tout notre Parti, de toute notre armée et de notre peuple multinational, a mis en pièces d'un seul coup la clique anti-parti de Wang Hong-wen, Tchang Tchouen-kiao, Kiang Tsing et Yao Wen-yuan qui complotaient de s'emparer du pouvoir du Parti et de l'Etat.

Dans la capitale chinoise, partout règne une ambiance révolutionnaire d'unité, de combat et de victoire. Dès la matinée, par groupes, ouvriers, membres des communes populaires, commandants et combattants de l'Armée Populaire de Libération de Chine, miliciens populaires, cadres et intellectuels révolutionnaires, gardes rouges, citoyens et représentants des autres milieux, sous la conduite des dirigeants des organismes du Parti, du gouvernement et de l'armée aux divers échelons, convergeaient de tous côtés vers la place Tien-an-men, brandissant des portraits de notre grand dirigeant et éducateur, le Président Mao, et des drapeaux rouges. Au rythme des gongs et des tambourins, ils étaient débordants d'enthousiasme. L'avenue Tchong An, longue de cinq kilomètres, était noire de

monde. La majestueuse place Tien-an-men, rouge de drapeaux, alors que fusaient de toutes parts chants, acclamations, bruits retentissants de gongs, tambourins et pétards ainsi que mots d'ordre. Les manifestants brandissaient d'innombrables banderoles sur lesquelles on lisait entre autres slogans : «*Acclamons chaleureusement la nomination du camarade Houa Kouo-feng comme Président du Comité Central du Parti Communiste Chinois et de la Commission Militaire du Comité Central du Parti Communiste Chinois*» et «*Saluons chaleureusement la grande victoire remportée dans l'écrasement de la «bande des quatre» qui complotait de s'emparer du pouvoir dans le Parti et l'Etat*». Ouvriers, paysans et soldats, dirigeant leur regard sur le portrait géant du Président Mao, notre grand dirigeant et éducateur, place au centre de l'enceinte rouge de la porte Tien-an-men, ne cachaient pas leur émotion : la décision clairvoyante que celui-ci avait arrêtée de son vivant est devenue très vite une réalité. Ils ont déclaré :

Le grand événement — la nomination du camarade Houa Kouo-feng aux postes de Président du Comité Central du Parti Communiste Chinois et de Président de la Commission Militaire du Comité Central du Parti Communiste Chinois — traduit les aspirations communes de tout notre Parti, de toute notre armée et de tout notre peuple multinational et démontre avec éloquence que notre Parti est en plein essor et que sa cause ne manque pas de continuateurs. Nous avons une confiance totale dans le Comité Central du Parti ayant à sa tête le Président Houa Kouo-feng et nous le soutenons résolument. Nous devons nous unir très étroitement autour de lui, obéir

MANIFESTATION DE MASSE A PEKIN

en tout à ses ordres et appliquer sans défaillance la ligne révolutionnaire prolétarienne du Président Mao pour mener jusqu'au bout la cause révolutionnaire prolétarienne.

Les départements relevant directement du Comité Central du Parti Communiste Chinois, les divers départements des organismes d'Etat, les divers départements généraux, services et armes de l'Armée Populaire de Libération de Chine, les organismes du Parti et du gouvernement pour la municipalité de Pékin ainsi que les cadres et les masses de la société sidérurgique de la capitale, du bureau d'administration minière de Pékin, de l'équipage de la «locomotive Mao Tsé-toung», du sous-bureau d'administration du chemin de fer de Pékin, de l'usine générale de produits pétrochimiques de Pékin, de l'usine de locomotives et de matériel roulant «7 février» de Tchonghsin-tien de Pékin, de l'imprimerie Sinhoua de Pékin, de la commune populaire Lou-keoukiao et de la commune populaire Sekitsing de la banlieue de Pékin, du grand magasin d'Etat de la ville de Pékin, et de l'institut central des nationalités ont participé joyeusement au grand défilé. Les manifestants ont acclamé avec enthousiasme la grande victoire remportée dans l'écrasement de la clique anti-parti de Wang Hong-wen, Tchang Tchouen-kiao, Kiang Tsing et Yao Wen-yuan, et condamné avec indignation les crimes monstrueux de cette bande qui complotait d'usurper les pouvoirs au sein du Parti et de l'appareil d'Etat. Ils ont indiqué : le Comité Central du Parti ayant à sa tête le Président Houa Kouo-feng a pris des mesures résolues pour écraser cette clique conspiratrice contre-révolutionnaire, éliminant ainsi un grand fléau au sein du Parti. C'est là une

grande pratique de la théorie magistrale du Président Mao sur la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, une éclatante victoire de la grande révolution culturelle prolétarienne et une grandiose victoire de la pensée maotsé-toung !

Militaires et civils ont stigmatisé les complots de ces conspirateurs et arrivistes — Wang Hong-wen, Tchang Tchouen-kiao, Kiang Tsing et Yao Wen-yuan — visant à s'emparer du pouvoir du Parti et de l'Etat. Ils ont indiqué : ce sont les représentants typiques de la bourgeoisie au sein du Parti et les responsables engagés dans la voie capitaliste et non repentis, qui n'ont cessé de suivre cette voie. Ceux-ci dénoteraient délibérément le marxisme, le léninisme, la pensée maotsé-toung, s'opposaient, sur une série de problèmes intérieurs et internationaux, à la ligne révolutionnaire prolétarienne du Président Mao, contre-carraient les trois principes fondamentaux qu'il a formulés :

«*Pratiquer le marxisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la scission ; faire preuve de franchise et de droiture, et ne pas tramer complots et intrigues*» et pratiquaient le révisionnisme sous l'enseigne du marxisme ; formant une bande des quatre, ils menaient des activités sectaires visant à diviser notre Parti et tramaient de multiples complots et intrigues, dans la vaine tentative d'usurper la direction suprême du Parti et de l'Etat.

Les ouvriers, les paysans et les soldats de la capitale venus participer au défilé ont dit : Les activités criminelles de la «bande des quatre», nous les avons démasquées très tôt et leur

Nous publierons la semaine prochaine dans le Quotidien du Peuple notre point de vue sur les importants événements qui se sont déroulés et se poursuivent actuellement en Chine.

vouons une haine mortelle. Si leur tentative de restauration réussit, les masses travailleuses seront replongées dans un abîme de souffrances. Le Comité Central du Parti Communiste Chinois ayant à sa tête le Président Houa Kouo-feng a éliminé pour nous ces maux, événement qui nous réjouit au plus haut point et qui est applaudi par nous tous. Ils n'ont cessé de crier : «*A bas la clique anti-parti de Wang Hong-wen, Tchang Tchouen-kiao, Kiang Tsing et Yao Wen-yuan !*», «*Vive le grand, glorieux et juste Parti Communiste Chinois !*», «*Vive le marxisme, le léninisme, la pensée maotsé-toung toujours victorieux !*»

Les commandants et combattants de l'unité 8341, des unités sous le commandement de Pékin et de la garnison de Pékin de l'héroïque Armée Populaire de Libération et les miliciens ouvriers de la capitale, d'un air fier et lançant sans arrêt des slogans, défilaient par files impeccables sur la place Tien-an-men, au milieu d'ovations chaleureuses de la foule. Ils ont dit avec émotion : L'Armée Populaire de Libération de Chine et la milice populaire sont les forces armées du peuple fondées en personne par le

Président Mao, notre grand dirigeant. Elles constituent le puissant pilier de la dictature du prolétariat. La «bande des quatre», ce groupe anti-parti, tentait de s'emparer du pouvoir du Parti et de l'Etat, de renverser la dictature du prolétariat et de restaurer le capitalisme. Nous en ressentons une indignation sans bornes. Nous soutenons avec fermeté les mesures résolues prises par le Comité Central du Parti ayant à sa tête le Président Houa Kouo-feng à l'égard de la «bande des quatre». Nous lutterons jusqu'au bout contre cette clique anti-parti. Nous combattrons héroïquement pour défendre à jamais la ligne révolutionnaire prolétarienne du Président Mao, pour défendre le Comité Central du Parti ayant à sa tête le Président Houa Kouo-feng, pour consolider la dictature du prolétariat et pour défendre notre patrie socialiste.

Le grand défilé des habitants de la capitale, commencé tôt le matin, s'est poursuivi jusqu'au soir. A la tombée de la nuit, la place Tien-an-men et les principaux édifices furent éclairés de mille lumières qui illuminaient toute la ville. Les huit millions d'habitants de la capitale étaient plongés dans la joie de la victoire.

Soweto : ATTENTATS A LA BOMBE ET ATTAQUE DE PATROUILLES

Pour la quatrième fois cette semaine, des policiers ont été victimes d'attentats à la bombe dans le Town Ship de Soweto. Les policiers de la région de Soweto craignent pour leur vie, rapporte Reuter. Les attentats à la bombe qui se développent comme les attaques brutales par de petits groupes des patrouilles de police, qui se développent en même temps, indiquent que la lutte des masses africaines est en train de prendre de nouvelles formes. L'un des leaders des manifestations d'août, qui a dû s'exiler parce que traqué par la police a déclaré récemment : «*Je ne vois aucune solution pacifique au problème sud-africain... Le peuple est en train de comprendre que l'unique langage qu'il peut tenir au régime est celui des armes*».

VIETNAM

Le peuple vietnamien, après sa libération développe l'enseignement aux champs et à l'usine afin de participer plus activement à la reconstruction du pays, et à l'édification d'un Viet Nam indépendant et socialiste.



Des ouvriers de l'usine Sicovina, à Ho Chi Minh-ville, suivent un cours dans l'école construite à l'intérieur de l'usine...

AU SUD, LA NOUVELLE SOCIÉTÉ S'ORGANISE



Des paysans de la coopérative agricole Dien Minh étudient sur les lieux de production...

● ITALIE : «*En tant que communistes, nous ne prononçons pas seulement notre accord avec de sévères mesures pour diminuer le risque de voir l'inflation s'aggraver, mais nous les exigeons énergiquement*», a déclaré Berlinguer au Comité Central du PCI.

● PORTUGAL : Une agitation se fait jour dans l'armée animée par des officiers fascistes, qui remettent en cause le «conseil de la révolution» dévoué à Eanes, le président de la République. Cependant Vasco Lourenço a en même temps menacé les soldats qui s'opposent à la droite : «*Si les soldats tiennent des réunions clandestines, a-t-il déclaré, ils seront soumis à des mesures disciplinaires*».

INTERNATIONAL

NOUVELLES DE PALESTINE OCCUPÉE

LA LUTTE CONTRE L'UNRWA

Au début d'octobre, les employés de l'UNRWA, organisme créé par les Nations-Unies pour s'occuper des «réfugiés» palestiniens, ont commencé une grève en Cisjordanie. C'est la deuxième grève cette année contre la direction de l'UNRWA, la première ayant eu lieu pendant le mois de juin, à l'appel de la population palestinienne qui bénéficie de l'aide de l'UNRWA.

Cette année, en raison de la crise, la direction de l'UNRWA a décidé de restreindre cette «aide» dans les camps de Cisjordanie et de Gaza. Quand on sait qu'elle consiste à lui assurer le strict minimum de calories pour sa nourriture et à lui

donner une formation apolitique dans les écoles, on comprend alors ce que signifie cette mesure : restreindre le nombre de calories pour la nourriture et aller dans le sens de la fermeture des écoles de l'UNRWA. Dans les pays où l'OLP contrôle les camps palestiniens, la politique de restriction de l'UNRWA a pu être combattue : l'OLP a commencé à prendre en charge elle-même les problèmes des Palestiniens qui bénéficiaient de l'UNRWA : créations d'emploi, créations d'écoles.

En Palestine, la situation est différente, car les Palestiniens vivent sous l'occupation. A l'heure actuelle, leur lutte vise à obliger l'UNRWA à renoncer à ses restrictions. Les employés de l'UNRWA en Cisjordanie et Gaza sont des Palestiniens. En solidarité avec leur peuple, ils ont engagé une grève en juin. Ils demandent en plus une hausse de salaire (revendication qui date de quelques années et dont la direction n'a pas tenu compte.)

Comme la direction de l'UNRWA semble fermer les yeux sur leurs revendications, les employés réunis en assemblée générale au début d'octobre ont décidé de reprendre la lutte.

Après les accords de Ryad

USA et URSS
attisent la guerre
contre
la Résistance
Palestinienne

«Les accords de Ryad ont porté les relations inter-arabes à un tel point que les buts initiaux de la Syrie au Liban pourraient être maintenant réalisés dans un contexte arabe», a déclaré la radio syrienne. C'est-à-dire que le régime de Assad va tout faire pour que les accords de Ryad soient utilisés contre la Résistance Palestinienne, pour l'obliger à se soumettre comme il a cherché à le faire depuis l'intervention syrienne au Liban.

La tentative de Assad de réaliser une fédération Jordanie, Syrie, Liban, OLP, après modification de sa direction politique, était soutenue à la fois par les USA et par l'URSS.

Tout en soutenant l'offensive syrienne, les USA ont armé Israël dans des proportions très importantes pour lui assurer la suprématie en matériel militaire. En même temps qu'ils espéraient que la Résistance Palestinienne serait écrasée par Assad et en conséquence Israël officiellement reconnu par les pays arabes, l'URSS, elle, essayait à

plusieurs reprises de relancer la conférence de Genève sur le Moyen Orient. L'agression syrienne en affaiblissant la Résistance Palestinienne l'obligerait à reconnaître Israël; à accepter l'Etat croupion prévu par cette conférence. Dès l'annonce des accords de Ryad, l'URSS a pris des contacts avec l'Egypte, qui a joué un rôle important dans la négociation en vue d'élargir l'accord de Ryad à la conférence de Genève.

Si la Syrie poursuit toujours ses buts criminels au Liban, les deux super-puissances continuent de se disputer le bénéfice de l'agression syrienne, essayant chacune d'imposer une solution qui lui soit favorable. Ces manœuvres ouvrent la voie à une aggravation de la situation, et rendent toute initiative de paix impossible : leurs plans respectifs, la réalisation de leurs ambitions au Moyen-Orient ont un point commun : elles ne peuvent aboutir qu'en versant le sang des femmes, des hommes et des enfants palestiniens, en écrasant tout un peuple.

LES AGISSEMENTS POLICIERS
DE LA DIRECTION DE L'UNRWA

En septembre, une nouvelle concernant la politique financière de l'UNRWA paraît dans un journal palestinien. Aussitôt, la direction de l'UNRWA envoie des lettres à chacun des membres du Comité Exécutif des Unions des Employés de l'UNRWA leur demandant de signer une déclaration disant que l'information est fautive, pour qu'elle puisse déterminer qui a envoyé la nouvelle au journal. Ces méthodes policières ont été dénoncées vigoureusement dans un journal. Si l'UNRWA croit pouvoir faire taire la vérité, elle se trompe !

● GRÈCE : Caramanlis a déclaré que la Grèce avait signé un accord avec les USA sur le statut des quatre bases US en Grèce. La Grèce obtiendra sept cents millions de dollars de crédit pour le renforcement de son armée.

Sahara

EL AÏOUN BOMBARDÉE

El Aïoun est encerclée par le Front Polisario, révèle la presse espagnole qui affirme que toutes les routes menant à la capitale du Sahara sont minées. Les convois ne passent plus que très difficilement, l'un d'entre eux est d'ailleurs tombé dans une embuscade et 25 soldats

marocains sont morts. «Des obus sont tombés sur la caserne d'artillerie qui est le quartier général de l'armée du Maroc» au cours d'un bombardement qui a duré vingt minutes et a touché d'autres points, tels que le cinéma «Las Dunas».

Cette importante attaque confirme que les combats se déroulent au cœur même du dispositif d'occupation marocain : El Aïoun est la principale base d'agression marocaine, parce que c'est la capitale, Hassan veut à tout prix la contrôler. Les combats se poursuivent partout à l'intérieur du territoire sahraoui : à Cap Bojador, 7 soldats marocains ont été faits prisonniers, dont un sergent.

DES CONSEILLERS
MILITAIRES FRANÇAIS
À ATAR

Les amis de la République Arabe Sahraoui Démocratique relève que 50 experts militaires français seraient à Atar (Mauritanie), région où opèrent régulièrement des unités du Front Polisario. Non seulement, ils encadrent l'armée mauritanienne, mais en outre, ils doivent protéger les cadres français des mines de la Miferma, qui bien que nationalisées, restent entre les mains des experts français.

G.C

Liban :
les troupes syriennes et
l'agression sioniste
mettent en cause toute paix

Le cessez-le-feu était partiellement appliqué hier à Beyrouth. Les responsables du commandement palestinien ont déclaré que son succès était de 60 %.

Une commission comprenant trois officiers libanais et deux Palestiniens a été créée par Sarkis pour superviser le cessez-le-feu. Les accords de Ryad seront à nouveau discutés au Caire lundi où doit se tenir un sommet de la Ligue Arabe.

ISRAËL VEUT
ACCENTUER
L'AGRESSION

Mais au Sud-Liban, il n'y a pas de cessez-le-feu depuis la réunion de Ryad, l'agression sioniste s'est accentuée. Les sionistes ont laissé filtrer des informations partielles sur leur intervention au Sud-Liban, révélant notamment que les officiers sionistes étaient en contact permanent avec les forces fascistes du Sud-Liban, c'est-à-dire qu'ils les dirigeaient en permanence. Ces fuites calculées préparent un engagement plus grand d'Israël au Sud-Liban, marqué par la bataille de Bint

Jbeil où ils ont envoyé soixante chars et une unité d'infanterie.

La guerre continue au Liban : l'accord de Ryad n'a pas réglé l'essentiel, les moyens d'une lutte commune contre l'agression sioniste. Les Palestiniens et les patriotes libanais ont vigoureusement riposté en chassant les Phalanges du village d'Ayshiyeh, qui servait aux pro-sionistes de base. L'agression syrienne a ouvert la porte du Sud-Liban aux sionistes qui le convoitent depuis toujours.

● 13 000 SYRIENS DANS LA FORCE DE PAIX ? : Selon certaines sources à Beyrouth, 13 000 envahisseurs syriens seraient intégrés à la «force de paix» arabe de trente mille hommes. C'est une menace pour l'application des accords de Ryad, qui prévoient que les Palestiniens peuvent rester au Liban, sans conditions quant à leur activité contre Israël et leur orientation politique.

Le peuple palestinien a montré qu'il ne se laisserait jamais soumettre, les fedayins ont stoppé les chars syriens par leur détermination. C'est cette volonté qui a démasqué les complots des super-puissances et qui les tient en échec.

g. CARRAT

● ANGLETERRE : Michael Foot a été élu chef du groupe parlementaire travailliste. Réputé comme chef de la gauche du parti travailliste, Michael Foot sera chargé à la fois de la coordination du gouvernement et des députés, et de la gauche et des modérés au sein du parti travailliste. C'est pourquoi Callaghan, le premier ministre a soutenu son élection : il permettra de souder l'unité des travaillistes contre la classe ouvrière.

● RHODÉSIE : Smith veut expulser les habitants africains d'un bidonville de la banlieue de Salisbury, la capitale, sous prétexte qu'il est insalubre. En réalité, Smith veut briser le mouvement de masse qui s'est affirmé jusque dans la ville.

APRÈS LE 63^e SALON DE L'AUTO

L'AUTOMOBILE ET L'AUSTERITE -2

Le 63^e Salon de l'Auto s'est clos sur un point d'interrogation. Malgré le maintien du nombre d'entrées, l'avenir est incertain. Le Salon était traditionnellement l'un des grands moments du cycle de la liturgie de la consommation. Symbole de l'individualisme et de «l'accès à une consommation de masse», le Salon était l'occasion

de larges proclamations d'auto-satisfaction de la société capitaliste. Avec la crise, le mythe de l'accès de tous au bonheur par la consommation s'est effondré. Aujourd'hui encore, on ne parle plus de consommer plus, mais d'austérité accrue. Par contre l'automobile reste un des secteurs-clés de l'appareil productif.

Les conditions de travail à Renault-Billancourt

UN BAGNE POUR LES OUVRIERS

Alors que Renault se flatte d'avoir traversé plusieurs années de crise sans trop souffrir, il faut rappeler à quel prix ces «performances» ont pu être réalisées, au plus grand profit des capitalistes.

DANS LE BRUIT,
LA CHALEUR,
LES POUSSIÈRES...

Le bruit est assourdissant dans de nombreux secteurs de Billancourt, aux forges et aux fonderies, en particulier à l'ébarbage des carters cylindres, à la frappe à froid, aux presses. Dans certains endroits, il atteint l'intensité incroyable de cent vingt décibels, «un véritable tonnerre d'artillerie». Il entraîne chez les ouvriers qui passent de longues années dans ces postes des troubles impor-

Renault aime bien se parer des plumes de l'entreprise moderne, accueillante, voire sociale. Ses catalogues, aux images qui se veulent de rêve, ses modèles exposés au Salon, dans un décor de tapis et de plantes vertes, brillant sous la lumière avantageuse des spots ne décrivent pourtant que le «sommet de l'iceberg». Le reste, l'essentiel, c'est l'exploitation féroce des travailleurs de la Régie, l'intensification du travail, les cadences, le système de division par les salaires, les conditions de travail qui détruisent la santé des ouvriers. Au prix de combien d'accidents, de maladies, de quelle fantastique usure physique des travailleurs, les «petites Renault» sont-elles produites ? Des voitures que souvent les ouvriers ne peuvent même pas se payer, des super-bénéfices pour la Régie...

ébarbeurs ayant plus de vingt ans de pistolet pneumatique, qu'ils n'avaient pas les délais nécessaires pour être reconnus». (Rapport 72 du D^r Duhamel).

A Renault, le progrès technique s'est toujours accompli dans le même sens : en accroissant la

des fours au froid qui règne dans le reste de l'atelier. Dans ce même secteur, la poussière est très importante. Les ouvriers vivent au milieu des fumées polluantes, au-dessus des chaudrons d'aluminium, aux chaînes de décochage, aux carters cylindres. Les «fumées oranges» et les retombées

de rouille sont très abondantes.

LA GAMME RENAULT...
DES PRODUITS
TOXIQUES

Les eczémats, les infections, les allergies cutanées sont légion à Billancourt. A l'origine, tous les produits toxiques que les ouvriers manipulent, en l'absence de sécurité du travail. Des émanations de polystyrène sont respirées tous les jours par les fondeurs des outils de presse où les moules sont brûlés. Le trichloréthylène est souvent utilisé en fraude, du fait de son coût réduit. Les solvants de graisse sont maniés sans précaution, compte-tenu des cadences, les huiles solubles provoquent un grand nombre de dermatoses, ainsi que les nouvelles résines employées par la Régie. Les peintures utilisent comme solvants des produits types : hydrocarbures aromatiques et benzéniques lourds entraînent des troubles cutanés et des troubles sanguins particulièrement graves.

Un nombre important de produits est utilisé à l'insu des travailleurs, sans vérifications médicales préalables. Enfin, les nouveaux produits expérimentés dans la production ne sont testés médicalement que lorsqu'ils sont adoptés définitivement. Il faudrait parler aussi des colles, des poussières de talc, de coton...

RENAULT :
COMPÉTITION ACCRUE ET
MENACES POUR L'EMPLOI

Malgré les bilans de santé triomphants de Renault en ce qui concerne l'année écoulée, la direction de la Régie n'arrive pas à cacher son inquiétude au sujet de la conjoncture économique et politique.

D'abord en raison de la stagnation des investissements dans les pays d'Europe de l'Ouest et de l'étalement des plans de développement dans de nombreux pays, le secteur de la machine-outil et celui des biens d'équipement connaissent toujours une très mauvaise situation. A la conférence de presse qu'il a tenue avant l'ouverture du Salon, le nouveau PDG de Renault, M. Vernier Palliez a laissé entendre très nettement qu'il ne pouvait promettre de garantir l'emploi en cas de récession : «Il est probable que les mesures anti-inflationnistes qui viennent d'être prises en France affecteront sérieusement le marché automobile. La Régie a cependant la volonté de se battre pour accroître encore sa pénétration sur le marché national et développer ses exportations. C'est là la seule manière de garantir l'emploi pour l'ensemble des effectifs qui se sont accrus de dix mille personnes depuis un an dans le secteur automobile».

Après avoir souligné rapidement «la nécessité d'améliorer les conditions de vie et de travail» des ouvriers, M. Vernier Palliez conclut sur «la condition absolue qui permettra d'atteindre ces objectifs : Renault doit continuer de démontrer sa rentabilité et dégager année après année, les moyens de financement nécessaires à son développement. C'est

par une gestion rigoureuse que la RNUR y parviendra, en préservant son indépendance et en poursuivant, comme elle le fait depuis trente-deux ans une politique conforme à l'intérêt général».

On voit réapparaître en force un langage bien connu à la Régie, le chantage à l'emploi lié aux performances économiques de la Régie, le chantage aux conditions de travail, etc.

Après avoir réembauché pendant la période de «vaches grasses», la Régie envisage donc très sérieusement de licencier pour obtenir «une gestion rigoureuse». Affrontée dans une bataille difficile aux firmes japonaises qui commencent à prendre pied en France, compte-tenu de leurs prix compétitifs, Renault voit deux nouveaux modèles se mesurer au bas de sa gamme : La Ford Fiesta, une petite américaine conçue et construite spécialement pour l'Europe et la Volkswagen Golf Diesel qui avec sa mini-consommation et son coût réduit (à moitié prix au kilomètre) est très menaçante. Cet affrontement est significatif de l'aiguïssement des contradictions entre impérialistes. Avec la mise en œuvre de plans d'austérité dans plusieurs pays européens, le marché se rétrécit dans le même temps, compte-tenu de la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs dans ces pays. L'issue de cette compétition, telle que l'envisagent Renault, et ses concurrents, c'est l'aggravation de l'exploitation pour les ouvriers européens de l'automobile et peut-être des milliers de licenciements.



tants. Il y a de nombreuses surdités professionnelles irréversibles ; dans cet univers de bruit, les travailleurs sont isolés, ils ne peuvent communiquer que par gestes ; les vibrations sonores entraînent comme toutes les vibrations mécaniques des troubles osseux, digestifs, nerveux, une hypertension artérielle. Les ouvriers victimes de surdité en débutant sont mutés de poste pendant six mois, et le plus souvent en perdant les avantages du poste précédent. Quant à ceux pour qui il est trop tard, ils ont souvent du mal à obtenir le minimum, c'est-à-dire la reconnaissance de leur surdité professionnelle. Il a été répondu par deux fois par la Caisse de Sécurité Sociale, à des

productivité, en augmentant les cadences. Les postes qui étaient un peu moins pénibles tels que l'ébavure, le grattage à la lime, le triage, le petit meulage, les ateliers où l'espace de travail était plus grand et où il y avait un certain nombre de postes assis comme la fonderie de précision, ont disparu et ont fait place à des méthodes plus éprouvantes, et particulièrement dures pour les ouvriers malades.

La chaleur et la mauvaise ventilation, en particulier au cinquième étage de l'île Séguin, à la peinture, aggravent la fatigue, surtout l'été, sous les verrières. Aux forges fonderies, pendant tout l'hiver, les ouvriers passent des chaleurs élevées près

LA PROSPÉRITÉ... POUR QUI ?

Dans un luxueux dépliant fourni au Salon par les constructeurs pour vanter les mérites de l'automobile, on peut lire, sous le titre : «La voiture source de prospérité» : «Notre prospérité est sur la ligne de montage : jour après jour, plus de trente millions de voitures nouvelles quittent chaque année les lignes de montage du monde. L'homme les a conçues, l'homme les a construites. L'homme va bouger grâce à ces voitures. Chacune de ces automobiles est composée de quelques cinq mille pièces. Des pièces qui sont fabriquées partout dans le monde. Par des entreprises qui sont nées aussi bien par la voiture qu'avec la voiture, qui ont créé des millions d'emplois... Ces automobiles sont les véhicules de notre prospérité, cette prospérité indispensable au bien-être et à l'amélioration du cadre de vie des populations de tous les pays».

Les trusts de l'automobile se parent hypocritement des plumes de bienfaiteurs de l'humanité ; ils tentent de gommer la réalité de leurs usines, c'est-à-dire, l'exploitation scientifiquement organisée des ouvriers qui y travaillent, les brimades des chefs, la répression anti-syndicale, les bas salaires, les licenciements !

le quotidien du peuple 1^{er} ANNIVERSAIRE

CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELLS

Menons ensemble cette bataille

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction



● Et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES



- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES



- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

● Sur présentation de la carte

(abonné-ami du Quotidien du Peuple)

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
 - La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
 - «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
 - La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
 - «Mimésis» (5 bis rue de Grassil) à Bordeaux
 - «Librairie 71», 24 rue J.Jaurès à Nantes.
 - «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
 - Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
 - «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
 - Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
 - «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
 - Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.
- ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
- ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien 500 F
- Abonnement de soutien F

- Mode de Versement :
- En une fois
 - En trois fois

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

parmi vos lettres...

D'après les lettres du courrier des lecteurs, je me suis rendu compte qu'il y avait plusieurs jours de suite les mêmes lettres. Si les lecteurs n'écrivent pas assez,

je pense qu'il faudrait d'une part soit publier des textes de poésie ou de chanson, et aussi se demander pourquoi on n'écrit plus ; manque de concernement ? (je ne crois

pas) ou alors après le coup du départ, on fait confiance aux journalistes, il faut faire alors attention, car le journal n'est plus un journal fait par le peuple pour le peuple.

A mon avis, il faudrait lancer une sorte de campagne pour savoir pourquoi on n'écrit plus etc...

Au point de vue forme, je trouve que les titres d'articles sont beaucoup mieux qu'avant car frappants et originaux, mais à mon avis, à part la liste des articles qui sont dans le journal, il ne faudrait pas trop commencer les articles à la une, mais je crois qu'on pourrait mettre une photo et en dessous une légende assez longue qui reporte à l'article dans le journal. Peut être cela demanderait-il trop de place ?

Pour le fond : j'ai été très intéressée par les dossiers sur l'immigration et le nouveau dossier sur le Pérou est très intéressant.

D'autre part, au début du Quotidien, je trouvais que les attaques contre le PCF n'étaient quelque fois ni montrées, ni démontrées, trop à priori, et je trouve que maintenant, sans être moins violentes, et justes, elles sont plus raisonnées, car elles démontrent vraiment les arguments contre les révisionnistes.

Front Rouge n° 9 est paru

front rouge

ORGANE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE
RÉVOLUTIONNAIRE (marxiste-léniniste)



N° 9 NOUVELLE SÉRIE 5 FRANCS OCTOBRE 76

PASSEZ VOS COMMANDES A :
FRONT ROUGE BP68 - 75619 - PARIS
5 F + 2 F (port)

DOSSIER CHINE :
Mao Tsé-toung contre
le révisionnisme

Chers camarades,

C'est avec un grand intérêt que je lis le Quotidien du Peuple, un journal, plutôt le journal qui dit la vérité. J'ai connu le journal un mois après sa création et j'ai pu apprécier son évolution très positive. Je l'achetais en kiosque mais je me suis abonné pour soutenir le journal et connaître l'actualité au jour le jour.

Cependant, je reçois le Quotidien pratiquement une fois sur deux en retard et je trouve important de le recevoir le jour même de sa parution.

Je joins à ma lettre le deuxième versement de mon abonnement.

Salutations Communistes.

M.H. BRESSUIRE



Le Quotidien du Peuple
Publication du PCRml
Adresse Postale BP 225,
75 924 PARIS Cédex 19
Crédit Lyonnais,
Agence ZU 470,
Compte n° 7713 J
Directeur de Publication :
Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

feuilleton

325 000
FRANCSde
Roger VAILLAND

« Le Circuit m'a claqué, dit Busard. Ma jambe me fait encore mal. Je ne ferai plus rien de bon cette année. »

Il parlait contre sa conviction pour lever ce qu'il croyait être la principale objection de Morel.

« Je vais essayer de convaincre le vieux, dit celui-ci.

— Réussis », dit Busard, en fronçant ses sourcils qui sont noirs et rapprochés, ce qui lui donne facilement l'air d'être prêt à un coup de tête.

Paul Morel entra dans la salle à manger et prit un instant son père à part.

« Non, dit Jules Morel. Si chaque ouvrier travaillait aux heures qui lui chantent... »

Paul insista. Bernard était un camarade d'école, cela ferait mauvais effet qu'il lui refusât une faveur qui ne coûtait rien. Morel père qui s'ennuyait avec les clients (il n'aimait pas cette habitude de traiter les affaires à table; il s'était fait en discutant sans mâcher les mots, derrière son bureau qui était de bois massif et supportait les coups de poing) écouta son fils.

« Busard, demanda-t-il, n'est-ce pas ce garçon qui fréquente la Marie-Jeanne de la Cité? »

Il réfléchit un instant.

« Fais comme tu veux, dit-il... A condition que le syndicat soit d'accord. Je ne veux pas me mettre le syndicat sur le dos, pour le seul plaisir de faire un avantage à un de tes coureurs. Il s'agit bien de cela, n'est-ce pas? Busard, c'est le grand maigre qui a failli gagner le Circuit? »

Paul Morel alla transmettre la réponse.

« Merci, dit Busard. Pour ce qui est du syndicat, j'en fais mon affaire. »

Paul Morel retourna, le cœur léger, boire le champagne avec les clients. Il considérait qu'il s'était libéré de sa dette. Une soirée qui lui rapportait 30 000 francs.

Busard alla dès le lendemain matin dire à Paul Morel, qu'il avait obtenu l'accord du syndicat. Ce n'était ni vrai, ni faux, le garçon ayant omis de poser la question aux délégués.

L'après-midi, il alla à Mâcon, par le train, et signa le contrat pour la gérance du snack-bar. Il versa en acompte les 375 000 francs rassemblés par Marie-Jeanne et lui-même, le solde, c'est-à-dire 325 000 francs, payable fin novembre.

Il entra à l'atelier dès le jeudi, en même temps que les ouvriers du second poste, à huit heures du matin. C'était le 16 mai. Il aura fini sa tâche le 18 novembre, un dimanche, à huit heures du soir. Le contremaître, qui avait été prévenu, lui remit en charge sa machine, une presse semi-automatique, du modèle le plus récent en usage à Plastoform.

La presse fonctionne dans le sens horizontal. Elle mesure dans les trois mètres.

En tête, et plus haut que le corps, le réservoir, qu'il faut remplir plusieurs fois par jour, plus ou moins souvent selon le volume de l'objet fabriqué. C'est le travail d'un manœuvre qui amène sur un chariot le mélange convenable. La matière plastique, à l'état brut, ressemble à du sucre cristallisé, mais dans les teintes les plus diverses. La couleur de l'objet moulé par Busard était le rouge géranium. Une fois toutes les deux heures, les cristaux géranium coulaient du chariot dans le réservoir, avec un joli bruit analogue au froissement de la soie.

à suivre

LOU SIN
« ESSAIS CHOISIS »

Les deux volumes pourraient s'intituler « Lou Sin sur la Révolution Culturelle ».

On a préféré les appeler, modestement, « Essais Choisis ». Il est vrai que sur les 94 essais présentés et anotés par Daniel Hamiche, 75 sont inédits en français.

C'est pourtant bien la nécessité d'une Révolution Culturelle qui parcourt, comme un fil rouge, ces écrits de Lou Sin, dont le Quotidien du Peuple a publié, voilà quelques semaines, en feuilleton « La véritable Histoire de Ah Q ».

L'importance du rôle révolutionnaire de Lou Sin n'est plus à rappeler : en octobre 1937, Mao Tsé-toung organisait une cérémonie commémorative pour le premier anniversaire de la mort de l'écrivain, dans l'Ecole publique du Nord du Chensi, au cours de laquelle, il appelait tout le Parti à prendre exemple sur Lou Sin.

Quelques mois encore, et Mao Tsé-toung fondait une Université Lou Sin dans les zones libérées, université qui servira de cadre aux « Causeuses sur la littérature et l'art de Yen-an », en mai 1942. Depuis Mao Tsé-toung a toujours fait référence à Lou Sin lorsqu'il s'est agi de défendre les acquis du marxisme-léninisme sur le front culturel, ce que rappelle D. Hamiche dans son « Introduction aux Essais », soulignant la bataille à laquelle a donné lieu, à la veille de la Révolution Culturelle, un film réalisé sur Lou Sin,

que les tenants de la voie bourgeoise voulurent interdire du moins saboter. D'abord le portrait de Lou Sin, dressé par Mao Tsé-toung dans « démocratie nouvelle » : depuis le mouvement du 4 mai 1919 « Une force culturelle toute nouvelle est apparue en Chine, ce sont la culture et l'idéologie communiste, guidées par les communistes chinois, autrement dit, la conception communiste du monde et la théorie communiste de la révolution sociale... Partout, où cette force culturelle a porté ses attaques, elle a suscité une grande révolution, aussi bien dans le contenu idéologique que dans la forme (dans la langue écrite, par exemple). La mobilisation qu'elle a réalisée est d'une ampleur sans égale dans l'histoire de la Chine. Et Lou Sin est le porte-drapeau le plus glorieux et le plus intrépide de cette nouvelle force culturelle. Commandant en chef de la révolution culturelle chinoise, il est grand non seulement comme homme de lettres, mais encore comme penseur et révolutionnaire. D'une rectitude inflexible, sans une ombre de servilité ou d'obséquiosité... Lou Sin représente sur le front culturel l'écrasante majorité du peuple; il est le héros national le plus ardent qui ait jamais livré assaut aux positions ennemis. La voie dans laquelle il s'est engagé est celle de la nouvelle culture du peuple chinois ».

Il ne saurait être question,

ici, de « raconter » Lou Sin. On peut cependant reconstruire sa démarche. Tout commence par une réflexion politique sur l'écriture et le langage littéraires, avec l'essai intitulé « La Chine silencieuse » : « La Chine écrit, mais une écriture complètement coupée de la masse du peuple. Tracée en caractères archaïques, rébarbatifs, elle décrit des sentiments archaïques, surannés. Toutes ses expressions appartiennent au passé, ce qui ne veut rien dire. Incapables de se comprendre entre eux, nos concitoyens sont comme une vaste nappe de sable sans consistance ».

Pour « rendre la parole à cette Chine qui est silencieuse depuis des siècles, il faut », affirme Lou Sin « parler notre propre langue, la langue d'aujourd'hui, utilisant le langage populaire vivant pour donner une expression claire à nos pensées et à nos sentiments. Parlez hardiment avancez sans crainte, en écartant les Anciens et en exprimant nos véritables pensées ». Lou Sin s'y applique, individuellement d'abord, avec son Journal d'un fou, nouvelle qui marque le début de la révolution littéraire en Chine, puisqu'il s'agit de la première nouvelle chinoise écrite en langue parlée. Mais ce Journal oppose un contenu révolutionnaire anti-impérialiste et anti-féodal, sous la forme de la langue parlée, au contenu féodal propre à la

langue littéraire classique. Et Lou Sin prend alors conscience qu'à langage nouveau il faut idées nouvelles : « Ce qu'il faut d'abord, si nous voulons ressusciter, c'est que nos jeunes gens cessent de parler la langue de Confucius et de Mencius... Toutefois, une simple réforme littéraire n'est pas suffisante car les idées corrompues peuvent tout autant être véhiculées par la langue vulgaire que classique. Il faut proposer une réforme des idées. Et cela, entraîne un mouvement de réforme sociale ».

Réforme des idées ? Lou Sin s'attaque à la famille qui opprime la femme et l'enfant (Ce que je pense de la chasteté ou Ce qu'on exige aujourd'hui de nous qui sommes pères). Réforme sociale ! C'est la révolution en marche depuis la création de Parti Communiste, en juillet 1921 : « Pour la Révolution, il nous faut des révolutionnaires. C'est seulement quand les révolutionnaires commencent à écrire qu'il pourra y avoir une littérature révolutionnaire. C'est la révolution qui joue un grand rôle dans la littérature ». Dès lors, tout est dit : Lou Sin pose le problème de la littérature prolétarienne.

C. NOËL

à suivre

Programme télé

SAMEDI 23 OCTOBRE

TF 1

18 h 40 - Magazine auto-moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Numéro un. Emission de variétés. Invité d'aujourd'hui : Sacha distel
21 h 30 - Matt Helm
22 h 30 - A bout portant : Maria Pacome
23 h 20 - Journal

A 2

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Chacun chez soi
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le collectionneur de cerveaux. Film T.V. sur le thème du robot, un film de Michel Subiel, l'auteur du « Tribunal de l'Impossible » et des « Classiques de l'Etrange ».
22 h 10 - Les gens heureux ont une histoire
22 h 50 - Drôle de baraque
23 h 30 - Journal

A 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Un homme un événement
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les animaux chez eux
20 h 30 - Nabucco. Opéra de Verdi enregistré en public au Grand Théâtre de Bordeaux.
22 h 45 - Journal

DIMANCHE 24 OCTOBRE

TF 1

15 h 35 - Direct à la une
17 h 25 - Honky-Tong
18 h 45 - Les jours heureux
19 h 15 - Les animaux du monde
19 h 45 - Journal
20 h 30 - Le film de dimanche soir. Un homme et une femme. Film de Claude Lelouch (1966). Palme d'Or au Festival de Cannes, le film a « lancé » C. Lelouch. En fait, il s'agit d'un vrai mélodrame remis au goût du jour. Sans grand intérêt.
22 h 10 - Un roi à Madrid
23 h 00 - Journal

TF 1

13 h 00 - Journal
14 h 00 - Monsieur cinéma
14 h 55 - L'ami public numéro un
15 h 45 - Burlesques
16 h 15 - Des animaux et des hommes
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Récital Mort Shuman
21 h 30 - Les ombres disparaissent à midi. Deuxième épisode du feuilleton soviétique
23 h 05 - Journal

FR 3

20 h 05 - La flèche noire
20 h 30 - L'homme en question. Ce soir Edmonde Charles-Roux, femme de Gaston Deferre et romancière.
21 h 45 - Courts métrages français
22 h 15 - Journal
22 h 30 - Sandra. Film italien de Visconti.

PEROU: LA FIN D'UN MYTHE ? 7.

L'ENFER DES MINES

Par Jean Guinard, de retour du Pérou et Hélène Varjac.

RÉCUPÉRER LES RICHESSES NATIONALES

— QDP : Quelle a été la portée exacte des nationalisations dans les mines ?

— J.G. : J'ai pu constater à Cerro de Pasco par exemple (qui a été nationalisée) que les machines étaient très anciennes, largement amorties, sans grande valeur. Toutes les grandes mines ont été nationalisées ; cependant, selon une étude très sérieuse, 60 % du capital minier est entre les mains de l'impérialisme. Les anciennes compagnies étrangères ont investi, parfois dans de nouveaux secteurs comme le pétrole, mais parfois aussi dans des mines plus rentables. Par exemple, la Cerro de Pasco a pu investir à Cuajone, une mine très moderne. Pour le pétrole, le patrimoine national était plus ou moins protégé, mais les nouveaux décrets permettent des investissements beaucoup plus importants, donnent une plus grande liberté pour explorer le sous-sol.

— QDP : Est-ce qu'il y avait eu des luttes populaires pour exiger la nationalisation ?

— J.G. : La récupération des richesses nationales correspondait à une aspiration populaire ; c'était un thème lancé par le PC, la CGT, et par tous les groupes anti-impérialistes, mais surtout par les secteurs révisionnistes et castristes.

NATIONALISER SANS INDEMNISER

C'était souvent accompagné de la formule « sans indemnisation ».

— QDP : Y compris par les révisionnistes ?

— J.G. : En général, ils parlent d'indemnités « justes ». Il y avait un mouvement en faveur de la nationalisation mais elle ne s'est pas faite tout de suite. La « Cerro de Pasco » n'a été nationalisée qu'en 74, c'est donc assez tardif, bien que les discussions aient été engagées auparavant.

— QDP : Pour la grande masse des mineurs, il est clair que la nationalisation n'a rien changé ?

— J.G. : C'est d'autant plus clair qu'ils le vivent quotidiennement, et qu'elle avait fait naître des espérances assez importantes. On leur a répété : « La mine est à vous ». Mais même les secteurs du gouvernement reconnaissent que la gestion bureaucratique traditionnelle n'a pas changé, et avouent : « On a fait des erreurs » tellement il est évident que Lentromin est resté ce qu'il était avant. Il n'y a même pas de façade.

LES ENTREPRISES DE PROPRIÉTÉ SOCIALE

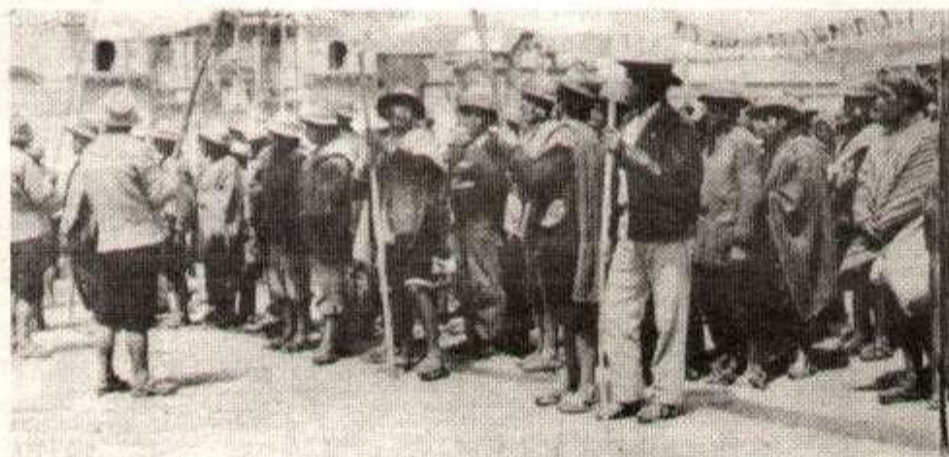
— QDP : Est-ce que justement à titre démagogique il n'y a pas de formes de participation, de cogestion ?

— J.G. : Non, pratiquement pas. Mais à l'heure actuelle, « la gauche » du régime propose les « entreprises de propriété sociale », c'est-à-dire le développement d'un secteur étatisé, créé de toutes pièces, dans lequel les ouvriers sont tous « partie prenante ». Il n'y a pas de bénéfices individuels, les bénéfices sont donnés à un organisme pour créer d'autres « propriétés sociales ». Le projet est plus habile que l'étatisation bureaucratique : car ce sont les ouvriers eux-mêmes qui sont formés pour être comptables, cadres, directeurs.

— QDP : Est-ce que ces nouvelles formes d'exploitation - sous couvert d'autogestion - sont dénoncées par la classe ouvrière ?

— J.G. : Les entreprises de « propriété sociale » sont peu nombreuses, mais elles peuvent semer la confusion. Chez ceux qui y travaillent, il y a beaucoup d'espoir et d'enthousiasme. C'est ainsi qu'à Puno par exemple, on a décidé de reprendre et de développer l'exploitation des petites mines, qui avaient été abandonnées depuis les Espagnols. L'objectif est de mettre en valeur les zones agricoles.

Mais dans ce genre d'entreprises, outre que la nature de l'Etat n'a pas changé, les ouvriers travaillent presque gratuitement pendant de longues heures. Quand il n'y a pas d'argent, ils ne sont pas payés ! C'est une nouvelle forme d'exploitation. Cela c'est l'avant dernière mouture du régime, non seulement du secteur « progressiste », mais même de l'ensemble des militaires. Encore que dans les faits, ils ne l'encouragent pas tellement. Tous les organismes financiers, de prêts par exemple, sabotent ce genre d'expérience. Si c'était vraiment appliqué, ça exigerait des investissements énormes de l'Etat.



LE GOÛT SUCRÉ DU PLOMB

— QDP : Quelles sont les conditions de travail, d'exploitation dans les mines ?

— J.G. : J'ai surtout visité la ville où se trouvent les usines de transformation du cuivre, du plomb, du zinc, etc... C'est vraiment un enfer, du point de vue pollution. D'abord, le « Mo » (le fleuve) dans lequel se déversent les déchets des usines de traitement, charrie la mort avec lui. Toute la flore et la faune ont été détruites, dans toute une région agricole en aval. Ensuite la ville, très encaissée, est complètement envahie par les fumées toxiques qui sont rabattues par les vents sur les gens. On a très rapidement le goût sucré du plomb sur les lèvres. Dans l'usine même les conditions de sécurité dans le travail ne sont absolument pas respectées. Une des revendications des mineurs, c'est que la retraite soit donnée avant 20 ans de mine, parce que des études médicales ont prouvé que le mineur durait en moyenne 16 ans. Alors, la retraite au bout de 20 ans, personne ne l'a ! Ça donne une idée du caractère de l'exploitation.

UN MONDE A LA GERMINAL

Parfois, on est frappé, parce qu'au Pérou et ailleurs, les mineurs touchent des salaires plus élevés que l'ensemble des ouvriers. Alors que dans la construc-

tion, un ouvrier gagne 6 000 sols, un ouvrier gagne 15 000 sols. (Un fonctionnaire peut en gagner 30 ou 40 000 !), un petit fonctionnaire !

Ils sont mieux payés, mais ils vivent dans des conditions atroces sans parler des conditions de logement. Des pièces de 4 mètres sur 4 pour des familles de 6 à 8 personnes. 4 mètres sur 4 tout compris, cuisine etc...

Ils doivent payer des loyers à l'Etat, de même qu'avant, ils les payaient à la Compagnie. La loi dit que quand un jeune ménage se marie, il doit avoir un local d'un certain nombre de pièces. Il ne les a pas. On se trouve vraiment dans un monde à la Germinal, quand on va dans les mines du Pérou. Une des luttes des mineurs, c'est pour le litre de lait, qui est censé atténuer la toxicité.

ECHAPPER A L'ENFER

La vie dans cet enfer n'étant pas possible, les mineurs avaient l'habitude d'aller à Lima pendant le week-end ou dans les « communautés paysannes » autour. Et justement, l'augmentation du prix de l'essence décidée en juin leur a porté un coup très dur. Ils ne peuvent plus

— QDP : C'est plutôt sur des bases anarcho-syndicalistes que se développent les luttes ?

— J.G. : Disons, se développaient, parce que maintenant, les conditions de la lutte sont beaucoup plus difficiles. Sur des bases populistes, revendicatives, et pas politiques. Les secteurs étaient combattifs pour des revendications concrètes. Quand l'Apra est apparue clairement comme anti-ouvrière, anti-populaire, ces bases sont passées à l'extrême gauche tout aussi radicalement. Il y a un sentiment de classe très fort, une capacité et une tradition d'organisation.

— QDP : Compte tenu des nouvelles mesures, est-ce que les syndicats sont clandestins ?

— J.G. : Pas à proprement parler. Leur force oblige le gouvernement à les reconnaître. Mais leur direction est réprimée, surtout depuis l'état de siège, et obligée de passer à la clandestinité. Mais au cours des dernières années, beaucoup de grèves ont été durement réprimées. En particulier, Fernandez Maldonado qui était ministre des mines a dirigé des répressions à Cobriza en 71 par exemple. 8 mineurs ont été tués, officiellement, il y en a sans doute eu beaucoup plus. Les mineurs avaient séquestré un cadre américain dans le local du syndicat. Le local a été envahi par la troupe et il y a eu des dizaines de blessés.

Il y a toujours eu une répression très dure. Mais en même temps le gouvernement a très peur des grèves, car les mines c'est la source de vie, c'est le poumon. Ils essayent donc de pratiquer une démagogie intense par exemple avec des salaires plus élevés.

LE CCUS : PRENDRE LA LUTTE DE CLASSE COMME PRINCIPE

— QDP : Quel rôle joue aujourd'hui le CCUS (la coordination syndicale de classe) dans les mines ?

— J.G. : Le CCUS, c'est une tentative importante, pour mener la lutte sur les propositions de classe conséquentes. Les révolutionnaires sont divisés sur la question de la CGT. Certains pensent qu'il faut la reconquérir de l'intérieur. D'autres secteurs pensent que c'est illusoire, que le poids du réformisme est trop grand et qu'il faut reconstruire une CGT sur des positions de classe. Le CCUS pour l'instant n'est pas un syndicat, mais une coordination, un comité de reconstitution, qui coordonne les syndicats combattifs. On y trouve en particulier le syndicat des mineurs de Centromin. Devant la division syndicale, les révisionnistes aussi ont essayé de faire une coordination ; ils ont créé le CUOS, ils ont réussi à tirer avec eux la CNT, démocrate-chrétienne.

Aujourd'hui, dans les luttes de la classe ouvrière péruvienne, en particulier dans les mines, la démarcation d'avec le réformisme et le révisionnisme se pose en termes aigus. Il y a en particulier dans les secteurs regroupés par le CCUS, mais aussi ailleurs à la campagne, beaucoup de promesses pour la révolution au Pérou, une grande combativité, de bonnes conditions pour la constitution d'un Front Ouvrier-Paysan. Mais pour que ces énergies se transforment en véritable force, il faut qu'elles puissent s'emparer d'une alternative politique autonome.

se payer les déplacements. On se déplace beaucoup au Pérou. C'est un pays très morcelé. Les mineurs avaient coutume de descendre sur la côte ou à la campagne. C'est une nécessité vitale. On ne peut pas rester à la Oroya. En plus, il y a l'altitude, on est à 4 300 mètres, le froid, alors on peut dire « Ils sont habitués ». Ce n'est pas vrai : les mineurs viennent souvent de communautés paysannes qui sont beaucoup plus bas. Ils viennent de Lima, de la côte, de Huancaayo.

UN PASSÉ DE LUTTE

— QDP : Ce secteur a toujours été très combatif ?

— J.G. : Justement avant 68, c'était une place-forte de l'Apra. L'Apra, c'est une organisation populiste fondée vers 1930, par Aya de la Torre, avec un programme anti-impérialiste et qui peu à peu s'est transformée en organisme complètement liée à l'oligarchie pro-impérialiste. Ils avaient une assez forte implantation ouvrière grâce à leur démagogie. L'Apra se prétendait révolutionnaire et organisait de façon corporatiste mais combattive les syndicats, particulièrement dans les grandes plantations sucrières et chez les mineurs. Il est assez curieux de voir que l'extrême gauche a pris la succession de l'Apra (et non les secteurs traditionnels, révisionnistes), parce qu'il y avait un foyer de révolte.